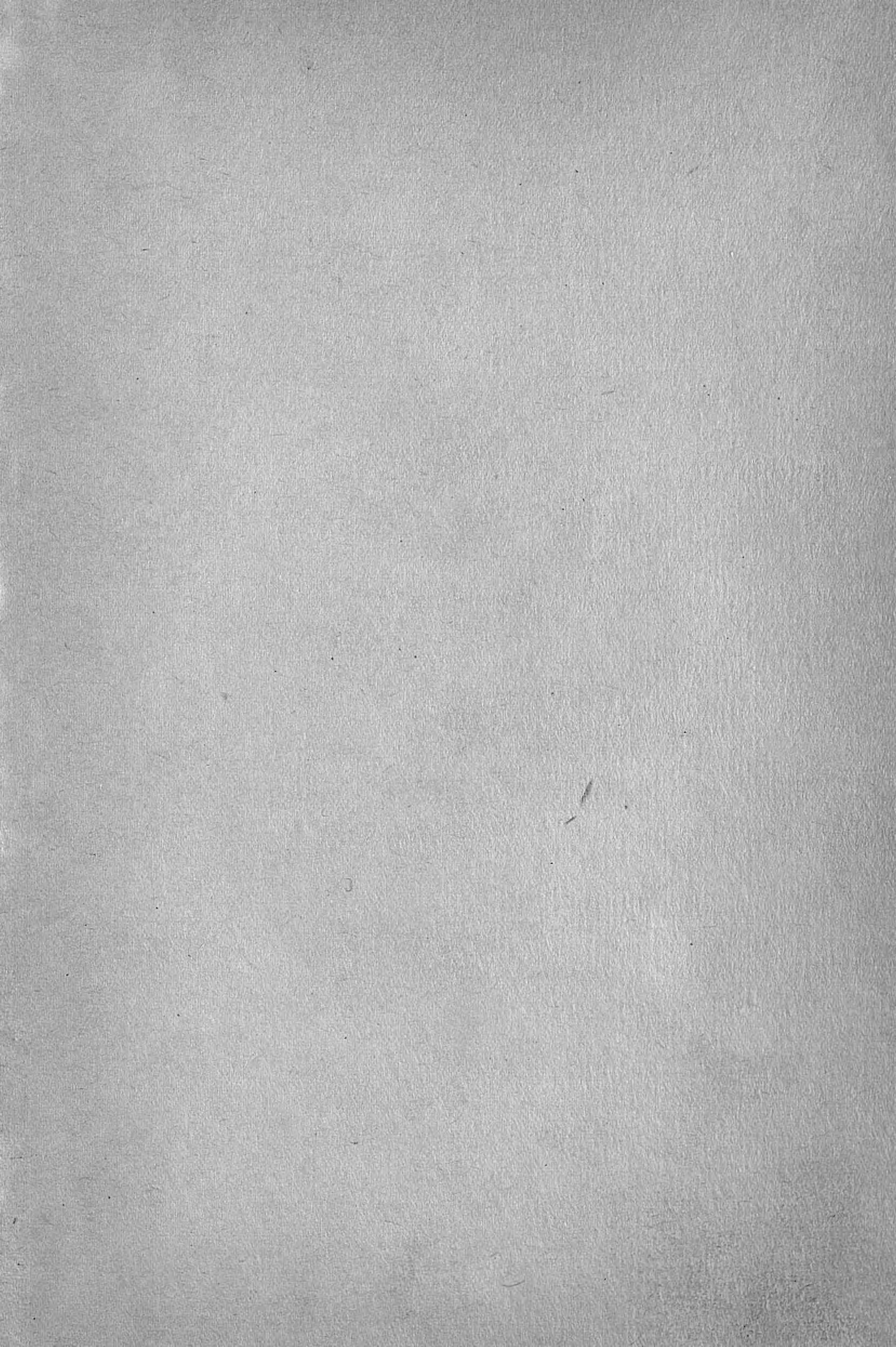
ударственная Уставная Грамота Россійской Имперіи

La Charte Constitutionnelle de l'Empire de Russie

Publiée
d'après l'original des archives de St. Pétersbourg

Préface de M. Theodor Schiemann
Professeur à l'Université de Berlin.

1903 * БЕРЛИНЪ * 1903
Изданіе Фридр. Готтгейнера.
Berlin 1903, Friedrich Gottheiner, Verlagsbuchhandlung.



Государственная
Уставная Грамота
Россійской Имперіи

La Charte Constitutionnelle
de
l'Empire de Russie

Publiée
d'après l'original des archives de St. Pétersbourg

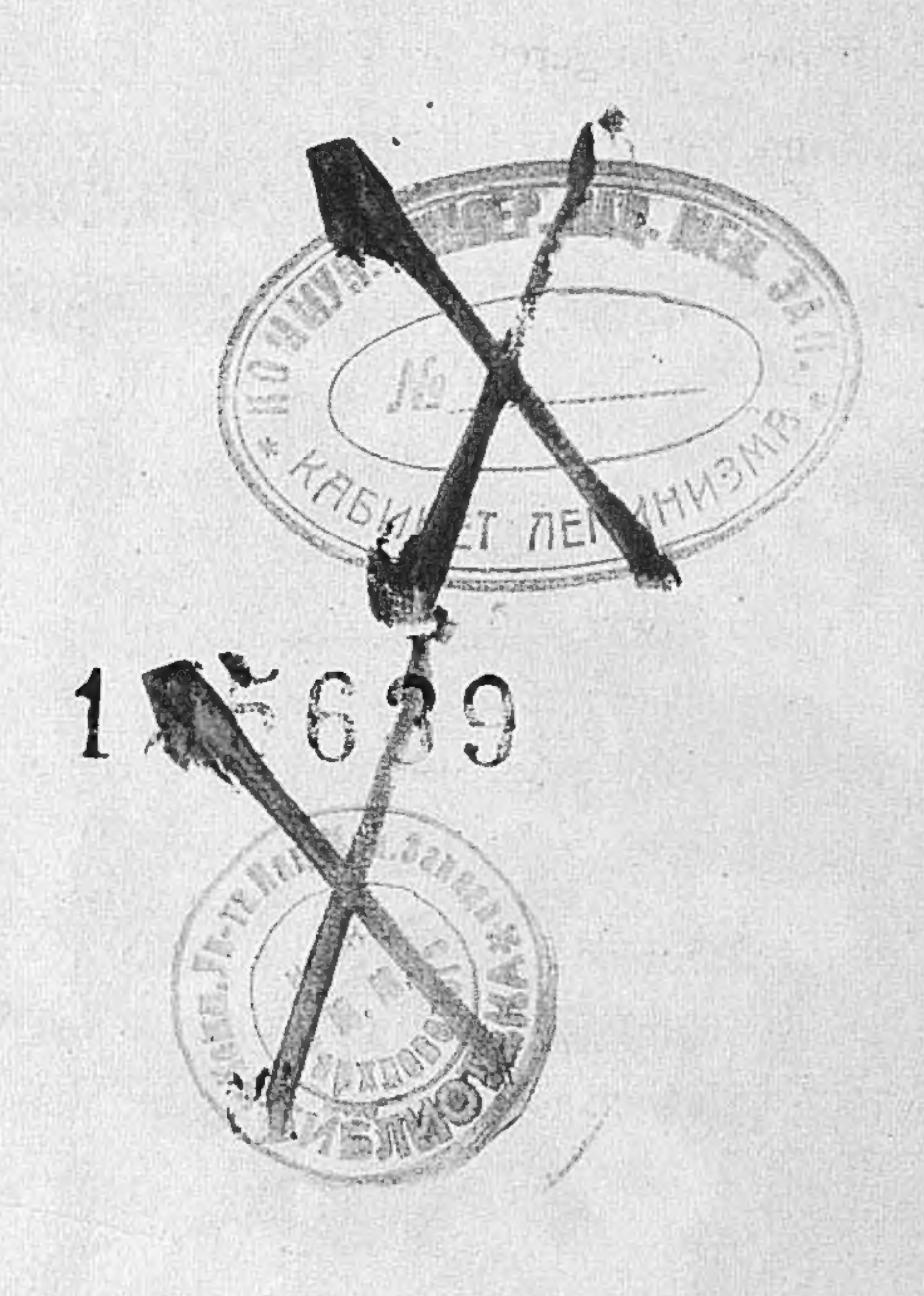
Préface de M. Theodor Schiemann
Professeur à l'Université de Berlin.



1903 * БЕРЛИНЪ * 1903
Изданіе Фридр. Готтгейнера.
Berlin 1903, Friedrich Gottheiner, Verlagsbuchhandlung.



Rosenthal & Co., Berlin SO., Rungestr. 20.



Une charte constitutionnelle de l'Empire de Russie fut publiée en français et en russe, le 30 juillet 1831, par le gouvernement révolutionnaire de la Pologne, et reproduite à plusieurs reprises.[1]

Tout ce que l'on savait sur l'origine de cette charte se bornait aux renseignements trouvés dans la préface que le ministre des affaires étrangères de Pologne avait ajoutée à cette publication. «Nous regrettons, disait-il, de n'avoir pu ni découvrir l'époque à laquelle ce projet a été conçu, ni trouver une trace qui aurait pu nous apprendre par quelle voie il s'est trouvé entre les mains de Monsieur Novossilzoff, et quels sont les ordres que ce dernier a pu recevoir à cet égard».

---

1) Le texte français 1837, volume V du Portfolio, pages 379—419. Une deuxième édition a été publiée à Paris par A. Frank, qui ajoute à sa publication un appendice fantaisiste sur de prétendus projets de l'Empereur, qui aurait songé à partager l'Empire entre ses frères. Le texte russe a paru à Londres en 1880, dans le «Istoritscheski Sbornik», et dans les «Materialen zur Geschichte der Regierung Nikolaus I» 1880, et enfin dans le 4e volume de «L'histoire d'Alexandre Ier» par Schilder, annexe VI, Pétersbourg, 1898.

Aussi le texte même était-il d'une authenticité douteuse: on ne pouvait ni produire un manuscrit original ni établir s'il s'agissait d'un rêve de Novossilzoff ou d'un projet de constitution approuvé par Alexandre Ier. Le premier document sur lequel on pût s'appuyer pour prouver que c'étaient bien les idées d'Alexandre Ier qui se trouvaient dans cette charte, fut publié par moi, en 1894, dans la «Historische Zeitschrift.» Ce document est le «Précis de la charte constitutionnelle pour l'Empire russe», que Monsieur Schmidt, consul général de Prusse à Varsovie, avait envoyé à Monsieur le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères à Berlin.[2]) «L'Empereur Alexandre, écrit Schmidt, a accepté, dans une conférence avec Novossilzoff, dans la nuit du 16 au 17 octobre 1819, ce texte comme base de la constitution future de l'Empire. L'Empereur ordonna à Novossilzoff de lui soumettre, dans un délai de trois mois au plus tard, un projet élaboré dans tous les détails». Le professeur Stern de Zurich a démontré depuis, que la cour de Vienne avait eu connaissance, par les renseignements venus de Berlin, de ce projet de constitution, et qu'en 1820 l'Empereur avait repris ses projets de charte. A partir de cette époque, nous n'en entendons plus parler. Il n'est pas vraisemblable que l'Empereur, qui, dans cette période, subissait l'influence des idées réactionnaires de Metternich, et se trouvait sous l'impression de la crainte que lui inspiraient les sociétés secrètes qu'il savait exister en Russie,

---

[2]) Geheimes Staatsarchiv zu Berlin, Rep. I, Russie 71.

ait songé à poursuivre l'exécution d'un plan conçu auparavant en toute sincérité.

L'Empereur mourut sans publier la charte, et elle sembla être descendue avec lui dans le tombeau. Ce ne fut que la publication de 1831 qui attira de nouveau l'attention sur cette constitution. Elle produisit dans les cercles libéraux russes une sensation profonde, car elle prouvait que l'Empereur Alexandre lui-même avait partagé les idées pour lesquelles les décabristes avaient été condamnés à mort et à l'exil. Immédiatement après la prise de Varsovie, non seulement la jeunesse aristocratique des régiments de la garde, mais même quelques généraux tentèrent de l'obtenir. «Ils ont remué ciel et terre, écrit le consul général Schmidt, pour rassembler les chansons, pamphlets, journaux, qui avaient paru pendant la révolution. On n'a pas hésité à payer une forte somme pour un exemplaire d'une charte trouvée dans les papiers de Novossilzoff et publiée par les Polonais».

L'Empereur Nicolas se montrait extraordinairement inquiet de ce projet de constitution. Le $\frac{14}{26}$ septembre, il écrivait au prince Paskewitch: «Tschertkoff vient de me présenter un exemplaire d'un projet de constitution pour la Russie, trouvé dans les papiers de Novossilzoff; il est bien fâcheux qu'il ait été imprimé; quatre-vingt-dix sur cent de nos jeunes officiers le parcourront sans le comprendre, les dix autres le retiendront dans leur mémoire, le critiqueront, et ce qui est le plus important, ne l'oublieront pas. Cela m'inquiète plus

que tout le reste. C'est pourquoi je veux que la garde reste le moins de temps possible à Varsovie, et qu'il y ait pour cette ville changement fréquent de garnison. Donne au comte Witte l'ordre de saisir et d'anéantir le plus grand nombre possible d'exemplaires de ce livre, de rechercher le manuscrit qu'il m'enverra ainsi que l'original de la constitution polonaise, qu'on trouvera aux archives du sénat.» Le $\frac{3}{15}$ novembre, l'un et l'autre étaient entre les mains du Tsar. «J'ai reçu écrivait-il encore, la pokoiniza constituzija (La constitution par bonheur trépassée); elle repose à Moscou dans la salle d'armes.»

Un mémoire de Paskewitch du mois d'octobre 1831, sans la date du jour, nous donne de nouveaux détails intéressants. Le général Witte a constaté que la constitution avait été imprimée à Varsovie à 2000 exemplaires. Le gouvernement révolutionnaire en avait fait distribuer 150 aux membres du comité révolutionnaire et aux nonces, 150 autres à l'armée polonaise, 102 avaient été vendus, avant l'assaut de Varsovie, et 18, après l'entrée des troupes russes. Le général Witte avait acheté 1578 exemplaires imprimés, et il fit remettre par un exemplaire à l'Empereur et au Grand-Duc. Malgré les efforts des Paskewitch, pas un des exemplaires distribués et vendus ne fut trouvé. En revanche, on avait réussi à découvrir les originaux russe et français de la charte. Les exemplaires imprimés, au nombre de 1578 furent brûlés par ordre de l'Empereur, le 27 novembre 1831, dans la cour de l'arsenal du Kremlin, en présence du général commandant Staal et

de l'aide-de-camp Adlerberg. Le lendemain 28 novembre, le manuscrit original de la charte fut remis au vice-chancelier, le comte de Nesselrode, pour être conservé aux archives secrètes de l'État. Il se trouve actuellement, aux archives d'État, (Разрядъ III, 25). En tête du manuscrit français, sont écrits au crayon les mots suivants: «On prétend que c'est l'écriture de Monsieur Bouquet, qui se trouve auprès du prince Lubecki». Le texte russe porte le titre Государственная уставная грамота Россійской Имперіи. (Варшава 1831). La signature des archives est № $\frac{3889}{3}$. Basée sur ces textes de St. Pétersbourg, notre édition peut être considérée comme la première qui soit authentique. Si l'on compare la présente édition à celle de Varsovie et aux éditions précédent, l'on trouvera quelques divergences qu'il faut attribuer à la hâte des premiers éditeurs. La préface du ministre polonais Horodyski dans toutes les éditions antérieures à la nôtre qui donne le texte intégral de 1831, n'est qu'une retraduction du texte anglais du Portfolio. Dans toutes ces éditions, de même que dans celle de Varsovie, qui leur a servi de modèle, l'article 154 a été omis. Elles finissent ainsi à l'article 190, tandis que le texte original, que nous publions, comprend 191 articles.

Le texte russe n'est pas absolument identique au texte français; on y trouve une tendance à atténuer le caractère plus libéral de la conception française. La charte, telle qu'elle est, n'était pas encore définitivement prête pour la publication. Il y manque les tableaux annexés dont parle l'article premier.

Le tableau sommaire, à la fin de notre édition, donne un plan de continuation du projet du «Réglement organique», qui semble promettre pour l'avenir une nouvelle rédaction.

Mais assurément, l'essentiel se trouve dans les 191 articles; leur proclamation officielle aurait marqué une ère nouvelle dans la vie du peuple russe, et même dans l'histoire de l'Europe.

Septembre 1903.

Theodor Schiemann.

CHARTE
CONSTITUTIONNELLE
de l'Empire
de
RUSSIE.

Au milieu des sanglants combats que la Nation Polonaise livre chaque jour pour son indépendance aux armées de l'Empereur de Russie, qui voudrait la priver de ce bien le plus précieux de tous, les Polonais n'ont pas un seul moment oublié les sentiments de noblesse et d'humanité qui doivent unir entre elles toutes les nations. — Ils n'ont pas cessé un seul moment de faire des vœux pour que le peuple Russe puisse aussi, un jour, obtenir des garanties nationales et jouir d'une condition meilleure.

Le Gouvernement actuel de Pologne, qui partage à cet égard les sentiments de toute la nation Polonaise, a éprouvé une joie sincère en découvrant qu'il a été un moment heureux, où la voix de la vérité, franchissant le seuil du palais habité par le Monarque absolu, lui commandait d'octroyer une Charte Constitutionnelle, et qu'en Russie même on avait commencé à s'occuper de cette œuvre si importante et, sans doute, impatiemment attendue par tous les habitants de cet immense Empire.

Le Comité, chargé de la revision des Archives de la Police Secrète, a trouvé dans les papiers, laissés à Varsovie par M. de Novossilzoff, Conseiller Privé de S. M. l'Empereur, deux

exemplaires d'un projet de Constitution pour la Russie, dont l'un est écrit en langue russe et l'autre en français. Le Gouvernement National, auquel le Comité a remis ces deux pièces, les a jugées dignes d'être portées à la connaissance du public.

Le Ministre des Affaires Étrangères, en exécution de l'ordonnance rendue par le Gouvernement National le 15 du c., s'empresse de faire imprimer ce projet, afin que tout le monde puisse le lire et le méditer. Il décèle, évidemment, l'intention qui a présidé à sa rédaction et qui était de le faire servir de fondement à un système complet de législation. Nous regrettons infiniment de n'avoir pu ni découvrir l'époque à laquelle ce projet a été conçu, ni trouver une trace, qui aurait pu nous apprendre, par quelle voie il s'est trouvé entre les mains de M. Novossilzoff et quels sont les ordres que ce dernier a pu recevoir à cet égard. Ce qu'il y a de positif, c'est que le projet de Constitution à donner à l'Empire de Russie est postérieur à la Charte octroyée au Royaume de Pologne en 1815; car il renferme un grand nombre d'articles, tirés de cette même Charte, comme on le voit par les notes qui sont écrites en marge du manuscrit, et il se trouve aussi accompagné d'un sommaire de chapitres, qui sont contenus dans notre Constitution.

Nous laissons à la Nation Russe le soin d'apprécier les motifs pour lesquels une idée aussi grande, une œuvre aussi importante est tombée dans l'oubli. Les Polonais désirent ardemment que cette découverte fortuite rappelle au Gouvernement Russe qu'il serait temps enfin que la Nation dont il se fait

obéir et qui attend depuis si longtemps l'amélioration de son existence politique, que cette nation, composée de tant de millions d'êtres opprimés par le despotisme, commence enfin à goûter les fruits d'une monarchie constitutionnelle. Les Polonais s'estimeront heureux, si, en portant ce projet à la connaissance du public, ils se trouvent avoir rendu service à ce grand peuple.

Voici le projet, tel qu'il est écrit dans les deux langues.

Varsovie, ce 30 Juillet, 1831.

Le Ministre des Affaires Étrangères
(signé) André Horodyski.

CHARTE
Constitutionnelle de l'Empire de Russie.

Titre I.
Dispositions préliminaires.

Article 1er.

L'Empire de Russie, avec toutes les possessions qui y sont réunies, sous quelque titre et dénomination que ce soit, sera divisé en grands arrondissements, nommés Lieutenances, conformément au tableau annexé à ces présentes.

Article 2.

Chaque Lieutenance comprendra un nombre déterminé de Gouvernements, en raison de la population, des distances, des rapports, des mœurs, des usages et des lois particulières de Provinces ou de Gouvernements qui rapprochent les habitants.

Article 3.

Les Lieutenances prendront le nom d'une Province ou du Chef-lieu qui leur sera assigné.

Государственная Уставная Грамота Россійской Имперіи.

Глава I.

Предварительныя распоряженія.

Статья 1.

Россійское государство со всѣми владѣніями, присоединенными къ нему, подъ какимъ бы то наименованіемъ не было, раздѣляется, сообразно съ росписаніемъ, у сего приложенномъ, на большія области, называемыя намѣстничества.

Статья 2.

Каждое намѣстничество заключаетъ въ себѣ опредѣленное число губерній, по мѣрѣ народонаселенія, разстоянія, обширности и смотря на нравы, обычаи и особенные или мѣстные законы, жителей между собою сближающіе.

Статья 3.

Намѣстничества называются по имени одной изъ составляющихъ оныя губерній, или по мѣсту для присутствія намѣстническаго начальства опредѣленному.

Article 4.

Les Gouvernements conserveront leurs divisions, sauf les changements de démarcation que le besoin des localités pourra exiger.

Article 5.

Les Districts se diviseront en Cantons, qui seront composés, tant des villes du 3-me ordre, que d'un nombre déterminé de bourgs, villages ou hameaux, en égard à la population et à la distance du Chef-lieu du Canton.

Article 6.

Sont considérées comme villes du 1-er ordre celles de Gouvernement; comme villes du 2-d ordre, celles de District; et comme villes du 3-me ordre toutes les autres; excepté néanmoins celles qui, par leur position topographique et leurs relations commerciales, devront être comprises dans les 1-re ou 2-me classes.

Article 7.

Il sera formé un Canton pour chaque ville des premier et second ordres, dont elles formeront le chef-lieu. Les autres Cantons prendront le nom de chef-lieu qui leur sera assigné.

Article 8.

Sont exceptées de la démarcation des Lieutenances, les capitales de St.-Pétersbourg et de Moscou, ainsi que leurs gouvernements.

Статья 4.

Губерніи сохраняютъ настоящее раздѣленіе свое на уѣзды, исключая тѣ случаи, въ которыхъ мѣстныя обстоятельства востребовали бы новыхъ разграниченій.

Статья 5.

Уѣзды раздѣляются на округи: округа состоятъ изъ городовъ третьей степени и изъ опредѣленнаго числа волостей, селъ и деревень, по мѣрѣ народонаселенія и разстоянія отъ мѣста для присутствія окружному начальству опредѣленнаго.

Статья 6.

Города первой степени суть города губернскіе; второй степени города уѣздные, а города третьей степени — всѣ прочіе; изъ сихъ послѣднихъ исключаются тѣ, которымъ по выгодному положенію своему и по торговымъ сношеніямъ слѣдовать будетъ поступить на одну изъ высшихъ степеней.

Статья 7.

Каждый городъ первой и второй степени имѣетъ свой округъ. Онъ заимствуетъ отъ него свое имя и есть мѣстопребываніемъ начальства онаго. Прочимъ округамъ называться по мѣсту, къ коему будутъ приписаны.

Статья 8.

Изъ сего разграниченія исключаются столицы, С.-Петербургъ и Москва, равно какъ и ихъ губерніи.

Titre II.

Du Gouvernement.

CHAPITRE I.

Du Souverain.

Article 9.

La Couronne Impériale de Russie est héréditaire dans la personne du Souverain, et dans celles de ses descendants mâles, par droit de primogéniture, suivant l'ordre de succession établi à cet égard.

Article 10.

La présente Charte Constitutionelle que Nous accordons à nos bien-aimés et très fidèles sujets, détermine le principe et le mode d'exercice de la Souveraineté.

Article 11.

La Souveraineté est indivisible; elle réside dans la personne du Monarque.

Article 12.

Le Souverain est la source unique de tous les pouvoirs civiles, politiques, législatifs et militaires de l'Empire.

Il excerce, dans toute sa plénitude, le pouvoir exécutif.

Toute autorité exécutrice, administrative et judiciaire ne peut émaner que de Lui.

Глава II.

О правленіи Россійской Имперіи.

ОТДѢЛЕНІЕ I.

О Государѣ или державной власти.

Статья 9.

Корона Россійско-Императорскаго Престола есть наслѣдственная: она переходитъ по порядку, установленному въ Бозѣ почивающимъ Родителемъ нашимъ Императоромъ Павломъ.

Статья 10.

Основаніе державной власти и образъ дѣйствій оной опредѣляются сей государственною уставною грамотою, жалуемою нами любезнымъ нашимъ вѣрноподданнымъ на вѣчныя времена.

Статья 11.

Державная власть нераздѣлима; она сосредоточивается въ лицѣ монарха.

Статья 12.

Государь есть единственный источникъ всѣхъ въ Имперіи властей гражданскихъ, политическихъ, законодательныхъ и военныхъ.

Онъ управляетъ исполнительною частью во всемъ ея пространствѣ.

Каждое начальство исполнительное, управительное и судебное имъ однимъ постановляется.

Article 13.

Néanmoins, le pouvoir législatif s'exerce par le Souverain concurremment avec la Diète de l'Empire, dont sera parlé ci-après, suivant le mode, qui sera tracé, tant par ces présentes, que par des réglement spéciaux.

Article 14.

La personne du Souverain est sacrée et inviolable.

Article 15.

Le Souverain est le Chef Suprême de l'Administration Générale de l'Empire. Il veille à la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Il maintient l'intégrité de ses droits et possessions.

Article 16.

Le droit de déclarer la guerre et de conclure des traités et conventions quelconques est réservé au Souverain.

Article 17.

La direction de la force armée sur terre, comme sur mer, en paix comme en guerre, ainsi que la nomination des Commandants, Généraux et Officiers, appartiennent exclusivement au Souverain.

Article 18.

Le Souverain nomme les Ambassadeurs, Ministres et autres Agents des négociations politiques et commerciales.

Статья 13.

Но законодательной власти Государя содѣйствуетъ Государственный Сеймъ, о которомъ ниже упомянуто будетъ, на основаніи уставной грамоты и особенныхъ учрежденій.

Статья 14.

Особа Государя священна и неприкосновенна.

Статья 15.

Государь есть верховный глава общаго управленія Имперіи. Онъ печется о внутренней и внѣшней безопасности Государства. Онъ бдитъ о своихъ правахъ и владѣніяхъ.

Статья 16.

Право объявлять войну и заключать договоры и условія всякаго рода принадлежитъ одному Государю.

Статья 17.

Предводительство военною силою, сухопутною и морскою, какъ въ мирное время, такъ и въ военное время, равно какъ и назначеніе главнокомандующихъ и производство генераловъ и офицеровъ принадлежитъ Монарху безъ исключенія.

Статья 18.

Государь назначаетъ пословъ, посланниковъ и другихъ уполномоченныхъ чиновниковъ для переговоровъ политическихъ и торговыхъ.

Article 19.

Le Souverain nomme à tous les emplois civils, administratifs et judicaires, soit par lui-même, soit par ceux, auxquels il en délègue le pouvoir.

Article 20.

Comme Chef supérieur de l'Église orthodoxe grecque de Russie, le Souverain nomme à toutes les dignités de la hiérarchie ecclésiastique.

Article 21.

Le droit de faire grâce appartient exclusivement au Souverain. Il peut remettre ou commuer la peine.

Article 22.

Les jugements, décrets et autres actes publics des Cours de Justice, Tribunaux et Magistratures quelconques sont rendus, dressés et délivrés au nom du Souverain.

Article 23.

Le droit de créer des ordres civils et militaires, de les distribuer et d'en former les statuts, appartient au Souverain, ainsi que celui d'ennoblir, d'accorder des titres honorifiques et de donner des rangs et des grades.

Статья 19.

Государь на всѣ мѣста гражданскія, управительныя и судебныя назначаетъ непосредственно или чрезъ тѣхъ, коимъ ввѣритъ онъ таковую власть.

Статья 20.

Какъ верховный глава православной Греко-Россійской Церкви, Государь возводитъ во всѣ достоинства духовной іерархіи.

Статья 21.

Право помилованія принадлежитъ исключительно Государю. Онъ можетъ преступника простить или облегчить его наказаніе.

Статья 22.

Дѣла по всѣмъ судебнымъ и всякимъ другимъ присутственнымъ мѣстамъ производятся, и приговоры оныхъ, равно какъ и всякаго рода публичные акты, объявляются именемъ Его Императорскаго Величества.

Статья 23.

Учрежденіе орденовъ, постановленіе онымъ статутовъ и награжденія военными и гражданскими орденами принадлежитъ Государю, равно какъ и право возведенія на степень дворянства и высшихъ онаго достоинствъ, принятіе въ подданство и пожалованіе въ чины и классы.

Article 24.

Le Souverain dispose des revenus de l'État, conformément aux budgets spéciaux des Lieutenances et au budget général de l'Empire, après qu'ils ont été revêtus de Son approbation suprême.

Article 25.

Néanmoins, le premier budget général de l'Empire, qui sera fait en exécution des présentes, soit sur les budgets spéciaux des Lieutenances, soit sur ceux des Ministres, est spécialement réservé à la seule disposition du Souverain.

Article 26.

Pour déterminer les attributions législatives du Souverain, les règles générales du droit, dans l'Empire, se divisent en trois parties:

La première comprend les Lois:

La seconde comprend les Ordonnances, Statuts et Réglements.

La troisième comprend les Ukases, Décrets, Ordres et Rescripts.

Article 27.

On doit entendre sous le titre de Lois toutes les dispositions législatives, qui sont basées sur des principes immuables par leur nature et qui ne peuvent être changées, ni modifiées qu'en respectant ces principes, et lorsque, par suite des temps, l'expérience en a démontré la nécessité ou bien pour des raisons absolument majeures et impérieuses.

Статья 24.

Государь располагаетъ доходами государства сообразно съ утвержденными имъ частными расписаніями доходовъ и расходовъ (бюджетами) намѣстничествъ и съ общимъ расписаніемъ доходовъ и расходовъ всего государства.

Статья 25.

Первое же общее расписаніе доходовъ и расходовъ, имѣющее быть составлено въ силу настоящей грамоты, на основаніи ли частныхъ расписаній доходовъ и расходовъ намѣстничествъ или же по соображеніямъ министерства, предоставляются въ особенности единственному распоряженію Государя Императора.

Статья 26.

Для опредѣленія законодательныхъ дѣйствій Государя, общія основанія права въ Имперіи дѣлятся на три разряда:

Въ первомъ заключаются законы.

Во второмъ уставы и учрежденія.

Въ третьемъ указы, повелѣнія, рескрипты и постановленія.

Статья 27.

Подъ именемъ законовъ разумѣются всѣ законодательныя распоряженія, кои основаны на началахъ по существу своему непремѣнныхъ и кои не могутъ быть иначе ни отмѣнены, ни преобразованы, какъ съ соблюденіемъ ненарушимости оныхъ началъ, и тогда только, когда впослѣдствіи времени опытъ покажетъ необходимость измѣненій или когда будутъ вынуждены причинами важными и рѣшительными.

Article 28.

On doit entendre sous les dénominations d'Ordonnances, Statuts et Réglements les dispositions législatives que les circonstances exigent, soit pour assurer la défense de l'État et l'intégrité de ses frontières, soit pour régler les objets d'ordre et d'administration intérieure.

Article 29.

Enfin, sous le titre d'Ukases, Décrets, Ordres et Rescripts, on doit entendre tout ce qui est ordonné pour des cas particuliers et accidentels dans les diverses branches de l'Administration de l'État: ou tout ce qui se rapporte à une autorité quelconque et aux fonctionnaires, ou qui concerne les affaires et intérets des administrés et qui peut être changé ou modifié selon les circonstances.

Article 30.

Les Lois se distinguent en lois générales de l'Empire et en lois particulières de provinces ou gouvernements. Les lois générales forment le droit commun de l'État, et elles sont applicables dans tous les cas où celles particulières ne prononcent point.

Article 31.

Les lois générales se constituent par le concours du Souverain et de la Diète Générale dont sera parlé ci-après.

Статья 28.

Подъ словомъ уставы и учрежденія должно разумѣть всѣ распоряженія, требуемыя обстоятельствами или для защиты Государства и охраненія цѣлости его границы, или для устройства разныхъ предметовъ по части внутренняго управленія, или, наконецъ, по дѣламъ, до порядка службы и до усовершенствованія общаго и частнаго благосостоянія касающимся.

Статья 29.

Наконецъ, подъ именемъ указовъ, повелѣній, рескриптовъ и постановленій должно разумѣть все, что предписывается къ исполненію по частнымъ и случайнымъ обстоятельствамъ, въ различныхъ отдѣленіяхъ государственнаго управленія встрѣчающимся, или же относятся до какого либо начальства, чиновника военнаго, гражданскаго или частнаго лица и по свойству своему, смотря по надобности, могутъ подвергаться разнымъ измѣненіямъ.

Статья 30.

Законы раздѣляются на общіе государственные законы и на особенные или мѣстные. Общіе законы составляютъ общее право и примѣняются во всѣхъ случаяхъ, въ коихъ мѣстные законы недостаточны.

Статья 31.

Общіе законы постановляются Государемъ при содѣйствіи Государственнаго Сейма, о коемъ ниже будетъ упомянуто.

Article 32.

Les lois particulières de provinces ou de gouvernements se forment par le concours du Souverain et des Diètes de Lieutenances.

Article 33.

Le droit de rendre des ordonnances, statuts et règlements, des ukases, décrets, ordres et rescrits, est exclusivement attribué au Souverain, qui peut le déléguer en tout ou en partie.

Article 34.

Les lois générales et particulières sont contresignées du Ministre, Chef de l'Administration générale de la Justice. Les ordonnances, statuts et réglements, ainsi que les ukases, décrets, ordres et rescrits sont contresignés par les Ministres respectifs, qui sont responsables de tout ce que ces ordonnances, statuts et réglements, ukases, décrets, ordres et rescrits contiennent de contraire aux principes constitutifs de l'Empire et aux lois.

CHAPITRE II.

Du Conseil d'État.

Article 35.

Le Conseil d'État, présidé par le Souverain, est composé des Ministres, des Conseillers d'État, des maîtres des requêtes ou sécrétaires d'État, ainsi que des autres personnes, qu'il plait au Souverain d'y appeller.

Статья 32.

Особенные или мѣстные законы постановляются Государемъ при содѣйствіи сеймовъ намѣстническихъ.

Статья 33.

Право издавать уставы, учрежденія, указы, рескрипты и постановленія принадлежитъ исключительно Государю. Онъ можетъ ввѣрить оное, въ совокупности или въ частяхъ, мѣсту или лицу по своему благоусмотрѣнію.

Статья 34.

Общіе и особенные или мѣстные законы скрѣпляются Министромъ, начальникомъ управленія Юстиціи. Уставы, учрежденія, указы, повелѣнія и постановленія должны быть за скрѣпою того изъ министровъ, до котораго они по содержанію своему будутъ принадлежать. Онъ отвѣчаетъ за все, что въ сихъ уставахъ, учрежденіяхъ, указахъ, повелѣніяхъ, рескриптахъ и постановленіяхъ могло бы заключаться противнаго правиламъ Уставной Грамоты и законамъ.

ОТДѢЛЕНІЕ II.

О Государственномъ Совѣтѣ.

Статья 35.

Государственный Совѣтъ, подъ предсѣдательствомъ Государя, состоитъ изъ министровъ, членовъ Государственнаго Совѣта, государственныхъ докладчиковъ или статсъ-секретарей и изъ особъ, коихъ угодно будетъ Его Императорскому Величеству въ него призвать.

Article 36.

Le Conseil d'État se divise en Assemblée Générale et en Conseil d'Administration ou Comité des Ministres.

A. Conseil d'Administration.

Article 37.

Le Conseil d'Administration, qui est présidé par le Souverain, se compose des Ministres, chefs des administrations générales de l'Empire, et des autres personnes qui y sont spécialement appelées par le Souverain.

Article 38.

Les membres du Conseil d'Administration ont voix consultative; le Souverain seul décide. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs dans le Conseil d'Administration à un Lieutenant ou tout autre, qu'il en juge digne. Celui ci est tenu de prendre ses résolutions dans le Conseil conformément aux principes constitutifs de l'Empire et aux lois.

Article 39.

Le Conseil d'Administration de l'État ou Comité des Ministres a le droit d'annuler les actes émanés des Lieutenants en Conseil, dans le cas où ils sont contraires aux lois, aux ordonnances, statuts et réglements, aux ukases, décrets, ordres et rescrits, qui lui ont été donnés ou transmis. Il peut aussi annuler dans le même cas les actes des administrations inférieures, lorsque les autorités intermédiares ont négligé de le faire.

Статья 36.

Государственный Совѣтъ раздѣляется на Общее Собраніе Совѣта и на Правительный Совѣтъ или Комитетъ Министровъ.

А. Правительный Совѣтъ.

Статья 37.

Правительный Совѣтъ, подъ предсѣдательствомъ Государя, состоитъ изъ министровъ, начальниковъ управленій и другихъ особъ, призванныхъ въ него по волѣ Государя.

Статья 38.

Члены Правительнаго Совѣта имѣютъ голоса совѣщательные. Одинъ Государь рѣшитъ. Его Величество можетъ сіе право ввѣрить въ совокупности или въ частяхъ намѣстнику въ Правительномъ Совѣтѣ или кому заблагоразсудитъ. Сей обязанъ рѣшать въ Совѣтѣ, согласно съ уставными правилами государства и законами.

Статья 39.

Правительный Государственный Совѣтъ или Комитетъ Министровъ имѣетъ право уничтожить постановленія, изданныя намѣстниками въ Намѣстническомъ Совѣтѣ, когда они противны законамъ, учрежденіямъ, указамъ, повелѣніямъ и рескриптамъ, на имя ихъ писаннымъ или имъ даннымъ. Въ подобныхъ сему случаяхъ онъ уничтожаетъ также постановленіе и опредѣленіе нижнихъ присутственныхъ мѣстъ, когда упущеніемъ посредствующихъ начальствъ того не учинено.

Article 40.

Si ces actes compromettent la sûreté ou la tranquillité publique le Comité des Ministres peut suspendre les fonctionnaires de l'administration, autres que les Lieutenants, à la charge de rendre compte au Souverain sans délai et d'en informer l'Assemblée Générale du Conseil d'État, si cette mesure frappe sur des fonctionnaires dont la mise en jugement lui soit attribuée.

Article 41.

Dans les cas du précédent article, si la suspension devait frapper sur un Lieutenant, le Comité des Ministres rend compte au Souverain et fait un rapport au Sénat auquel est attribuée la mise en jugement des Lieutenants, conformément à l'art. 145 ci-après.

B. Assemblée Générale du Conseil d'Etat.

Article 42.

L'Assemblée Générale du Conseil d'État sera composée des membres désignés en l'art. 35. Elle sera présidée par le Souverain, un Lieutenant ou délégué spécial, ou par le premier des membres dans l'ordre d'ancienneté.

Les attributions du Conseil d'État, indépendemment de celles qu'il excerce actuellement d'après le réglement de 1810, sont:

Статья 40.

Если сіи постановленія и опредѣленія нарушаютъ общественную безопасность или общественное спокойствіе, то, за исключеніемъ однихъ намѣстниковъ, Комитетъ Министровъ въ правѣ удалять по управительной части всякаго рода чиновниковъ, съ обязанностью неотлагательно доносить о томъ Государю и входить съ представленіемъ въ Общее Собраніе Государственнаго Совѣта, буде удаленіе отъ должности относится до чиновниковъ, коихъ преданіе суду подлежитъ его вѣдомству.

Статья 41.

Если по случаю, упомянутому въ предыдущей статьѣ, слѣдовало бы удалить намѣстника, то Комитетъ Министровъ доноситъ о томъ Государю и входитъ съ представленіемъ въ Сенатъ, до коего принадлежитъ преданіе суду намѣстниковъ, какъ о томъ ниже въ ст. 145 сказано будетъ.

B. Общее Собраніе Государственнаго Совѣта.

Статья 42.

Общее Собраніе Государственнаго Совѣта подъ предсѣдательствомъ Государя, Намѣстника Его или другого уполномоченнаго Его Величества, или подъ предсѣдательствомъ старшаго изъ членовъ составляется, какъ означено въ ст. 35.

Дѣла, вѣдѣнію Государственнаго Совѣта подлежащія, за исключеніемъ тѣхъ, которыя возложены на него по образованію, учрежденному 1810 года, суть слѣдующія:

1°. De discuter et rédiger tous les projets de lois et réglements concernant l'administration générale de l'Empire.

2°. De statuer sur les cas de conflits de jurisdiction.

3°. De prononcer sur la mise en jugement des fonctionnaires de l'administration, nommés par le Souverain ou par le Comité des Ministres, pour cause de prévarication dans l'excercice de leurs fonctions ou en cas de responsabilité sur les rapports qui lui sont faits à cet égard par le Conseil d'Administration ou Comité des Ministres. Sont exceptés les fonctionnaires, dont la mise en jugement est attribuée au Sénat par l'art. 145 ci-après, et à l'Assemblée Générale du Conseil d'Administration de Lieutenance, art. 60.

4°. D'examiner et vérifier annuellement les comptes-rendus par chaque branche principale d'Administration.

5°. De faire ses observations sur tous les abus qui existent ou s'introduisent dans l'Administration, ainsi que sur toutes les atteintes ou violations des principes constitutifs de l'État ou des lois, et d'en faire un rapport général au Souverain, qui déterminera les mesures à prendre, en distinguant les objets qui seront de nature à être renvoyés au Sénat, à la Diète ou aux autres autorités.

1) Разсматривать и составлять проекты законовъ или уставовъ и учрежденій, относящихся до общаго управленія Имперіи.

2) Разрѣшать споры, произойти могущіе отъ присвоенія себѣ какою либо властью непринадлежащаго ей вѣдомства или отъ столкновенія вѣдомствъ.

3) Опредѣлять преданіе суду, по предложенію Правительнаго Сената или Комитета Министровъ, чиновниковъ управленія по назначенію Его Императорскаго Величества опредѣляемыхъ, за злоупотребленія въ отправленіи ихъ должностей и въ случаяхъ, подвергающихъ ихъ отвѣтственности, за исключеніемъ тѣхъ чиновниковъ, коихъ преданіе суду предоставлено Сенату (ст. 145) или намѣстническимъ совѣтамъ (ст. 60).

4) Ежегодно разсматривать и повѣрять отчеты, поданные каждымъ главнымъ начальствомъ управленія.

5) Дѣлать замѣчанія на всѣ существующія или вкрадывающіяся злоупотребленія въ управленіе, равно какъ и на всѣ нарушенія Государственной Уставной Грамоты и законовъ и составлять изъ нихъ общій докладъ для поднесенія Его Императорскому Величеству. Принятіе мѣръ, вслѣдствіе доклада и распредѣленія предметовъ, смотря по существу ихъ, для препровожденія въ Сеймъ, въ Сенатъ или къ другимъ властямъ, будетъ зависѣть отъ благоусмотрѣнія Его Величества.

Article 43.

L'Assemblée générale du Conseil d'État délibère en outre surtouts les objets qui lui sont communiqués par le Souverain ou sur la demande qui lui est faite par un Ministre Chef d'Administration générale, conformément au réglement sur les Ministères.

Article 44.

Les arrêtés de l'Assemblée Générale du Conseil d'État sont soumis à l'approbation du Souverain ou de son délégué en fonctions. Il n'y a d'exception que pour les arrêtés relatifs soit à la mise en jugement des fonctionnaires, soit aux conflits de jurisdiction (Art. 42 № 2 et 3), qui sont exécutés de suite.

CHAPITRE III.

Des Ministères ou Administrations générales.

Article 45.

L'exécution des lois est, conformément au réglement du 25 Juin 1811 sur les Ministères, confiée aux autorités ci-après désignées, savoir:

1°. L'Administration générale des Cultes et de l'Instruction Publique.

2°. L'Administration générale du Département de la Guerre.

3°. L'Administration générale du Département de la Marine.

4°. L'Administration générale du Département de la Justice.

5°. L'Administration générale du Département des Finances et du Trésor.

Статья 43.

Общее собраніе Государственнаго Совѣта занимается также разсужденіями о предметахъ, вообще поступающихъ въ оное по волѣ Государя Императора или по предложенію одного изъ министровъ, на основаніи существующихъ общихъ и частныхъ учрежденій министерствъ.

Статья 44.

Опредѣленія Государственнаго Совѣта подносятся на утвержденіе Государя или особы, имъ уполномоченной. Изъ сего исключаются опредѣленія, относящіяся до преданія суду (ст. 42 пунктъ 3) чиновниковъ и столкновенія вѣдомствъ (ст. 42 пунктъ 2), кои исполняются непосредственно.

ОТДѢЛЕНІЕ III.

О Министерствахъ или Главныхъ Управленіяхъ.

Статья 45.

Исполненіе законовъ возложено, согласно общему учрежденію министерствъ, изданному 25-го іюня 1811 года, на нижеслѣдующія Министерства или Главныя Управленія:

1) На Главное Управленіе Духовныхъ Дѣлъ и Народнаго Просвѣщенія.

2) На Главное Управленіе Военное.

3) На Главное Управленіе Морское.

4) На Главное Управленіе Юстиціи.

5) На Главное Управленіе Финансовъ и Государственнаго Казначейства.

6°. L'Administration générale de la Révision des comptes publics.

7°. L'Administration générale du Département de l'Intérieur.

8°. L'Administration générale du Département de la Police.

9°. L'Administration générale du Département des Communications par terre et par eau.

10°. Le Ministère des Affaires Extérieures.

Chacune de ces Administrations générales, avec les départements qui la composent, sera dirigée et présidée par un Ministre ou Président en Chef.

Article 46.

Les Ministres Chefs d'Administrations générales de l'Empire, ainsi que les chefs des départements, et les directeurs des actes y attachés, sont responsables de toute infraction aux principes constitutifs de l'Empire, aux lois, aux ordonnances, statuts, réglements, aux ukases, décrets, ordres et rescripts, émanés du Souverain, et sous ce rapport ils sont justiciables de la haute cour suprême de Justice.

CHAPITRE IV.

Des Lieutenants et des Conseils de Lieutenance.

Article 47.

Il y aura dans chaque arrondissement de Lieutenance un Lieutenant du Souverain et un Conseil, qui siègeront dans le chef-lieu.

Article 48.

Le Lieutenant et le Conseil de Lieutenance régissent et administrent les gouvernements confiés à leurs soins d'après

6) На Главное Управленіе Ревизіи Государственныхъ счетовъ.

7) На Главное Управленіе Внутреннихъ Дѣлъ.

8) На Главное Управленіе Полиціи.

9) На Главное Управленіе Путей Сообщенія.

10) На Министерство Иностранныхъ Дѣлъ.

Каждое изъ сихъ Главныхъ Управленій, съ составляющими оное Департаментами, состоитъ подъ начальствомъ и предсѣдательствомъ министра или главноуправляющаго.

Статья 46.

Министры Начальники управленій, директоры департаментовъ и правители дѣлъ подлежатъ отвѣтственности за всякое нарушеніе Уставной Грамоты, законовъ, равно какъ указовъ и повелѣній, отъ Государя Императора послѣдовавшихъ, и буде бы оказались въ томъ виновными, то предаются Верховному Государственному Суду.

ОТДѢЛЕНІЕ IV.

О намѣстникахъ и Совѣтахъ намѣстничества.

Статья 47.

Въ каждой области, устроенной по образу намѣстничествъ, имѣетъ быть поставленъ намѣстникъ и учрежденъ совѣтъ намѣстничества, присутствующіе въ назначенномъ мѣстопребываніи.

Статья 48.

Намѣстникъ, купно съ совѣтомъ, на основаніи предписаннаго порядка, печется о благосостояніи

les règles, qui leur sont préscrites, et ils veillent à l'excécution des lois et des ordres émanés des autorités supérieures, dans toutes les branches de l'administration publique.

Article 49.

Le Conseil est présidé par le Lieutenant et il se divise en Conseil d'Administration et en Assemblée Générale.

A. Conseil d'Administration.

Article 50.

Le Conseil d'Administration se compose du Lieutenant, d'un nombre déterminé de conseillers et de toutes les autres personnes qui y sont spécialement appelées par le Souverain. Il y sera attaché en outre un membre-directeur des actes.

Article 51.

Les membres du Conseil d'Administration, comme chefs des sections et comme fonctionnaires déléguées de chaque Ministre, surveillent dans les gouvernements composant l'arrondissement de Lieutenance, conformément aux règles prescrites, la marche et la suite de toutes les affaires appartenantes à la branche d'administration, qui leur est confiée.

Article 52.

Les membres du Conseil d'Administration n'ont que voix consultative. Le Lieutenant décide seul. Il est tenu de prendre ses résolutions dans le Conseil, conformément aux principes constitutifs de l'Empire, aux lois et aux pleins-pouvoirs du Souverain.

ввѣренныхъ ему губерній и блюдетъ за точнымъ исполненіемъ законовъ и повелѣній высшаго начальства по всѣмъ частямъ управленія.

Статья 49.

Совѣтъ состоитъ подъ предсѣдательствомъ намѣстника и раздѣляется на Правительный Совѣтъ и Общее Собраніе.

А. Правительный Совѣтъ.

Статья 50.

Правительный Совѣтъ составляется изъ намѣстника, опредѣленнаго числа членовъ и всѣхъ другихъ лицъ, по высочайшей волѣ въ него призванныхъ. Сверхъ того, находится при немъ еще членъ-правитель дѣлъ.

Статья 51.

Члены Правительнаго Совѣта, въ качествѣ начальниковъ отдѣленій по совѣту намѣстничествъ и въ видѣ отряженныхъ чиновниковъ отъ каждаго министерства или главнаго государственнаго управленія, завѣдываютъ по губерніямъ, составляющимъ область намѣстничества, на основаніи особенныхъ учрежденій, всѣми дѣлами, до ввѣренной имъ части касающимися.

Статья 52.

Члены Совѣта имѣютъ голоса совѣщательные; рѣшаетъ одинъ намѣстникъ. Онъ обязанъ рѣшать въ совѣтѣ сообразно съ уставными правилами государства, законами и въ мѣрѣ даннаго ему полномочія.

Article 53.

Chaque membre du Conseil d'Administration est tenu de contresigner les décrets du Lieutenant dans les affaires dépendantes de la partie d'Administration qui lui est confiée. Dans le cas oû il est d'une opinion contrairc, il a la faculté d'en faire mention dans le protocole, dès lors toute responsabilité cesse à son égard.

Article 54.

Le Lieutenant en Conseil a le droit d'annuler les ordres et décrets rendus dans la partie administrative par les régences de gouvernements, lorsqu'ils sont contraires aux lois, aux ordonnances, statuts et réglements, aux ukases, décrets, ordres et rescripts, émanés de l'autorité Suprême. Si ces ordres, décrets, actes ou décisions sont évidemment abusifs, et qu'ils compromettent la sûreté ou la tranquillité publique, le Lieutenant en Conseil a le droit de suspendre les fonctionnaires qui y ont concourru, et de les mettre en jugement, excepté néanmoins les gouverneurs, vice-gouverneurs et les conseillers de régence à l'égard desquels il se borne à faire sont rapport au Comité des Ministres.

Article 55.

Tout décret du Lieutenant, pour être obligatoire, doit être rendu en Conseil et contresigné par celui des conseillers, que l'objet concerne, ou par tout autre qui serait appelé à le remplacer.

Статья 53.

Каждый членъ совѣта, завѣдывающій какою либо частью, долженъ скрѣплять всѣ рѣшенія и постановленія намѣстника по своей части. Буде бы не согласенъ былъ съ его рѣшеніемъ, то въ такомъ случаѣ имѣетъ право записать свое мнѣніе въ протоколъ и тогда отстраняется отъ всякой отвѣтственности.

Статья 54.

Намѣстникъ въ Совѣтѣ имѣетъ право, по управительной части, уничтожать всѣ рѣшенія и опредѣленія губернскихъ начальствъ, когда они окажутся противными законамъ, учрежденіямъ, указамъ и предписаніямъ высшей власти. Буде бы сіи рѣшенія угрожали общественной безопасности, общественному спокойствію или заключали въ себѣ явныя злоупотребленія, то намѣстникъ въ Совѣтѣ имѣетъ право самъ отрѣшать и предавать суду чиновниковъ по всѣмъ присутственнымъ мѣстамъ, за исключеніемъ губернаторовъ, вице-губернаторовъ, членовъ губернскаго правленія и казенныхъ палатъ и другихъ лицъ, особенному вѣдомству подлежащихъ, о коихъ представляетъ Комитету Министровъ.

Статья 55.

Опредѣленія и постановленія намѣстниковъ тогда только становятся обязательными, когда послѣдуютъ изъ Совѣта и за скрѣпою того изъ членовъ, до коего тотъ предметъ относится, или другого, на мѣсто его призваннаго.

Article 56.

Le Souverain présent, l'autorité du Lieutenant est suspendue, à moins qu'il ne plaise au Souverain de la maintenir. Mais en cas de suspension, le Souverain travaille en séance du Conseil ou séparement avec les membres qui le composent.

Article 57.

Dans le cas de décès du Lieutenant et jusqu'à ce qu'il en soit nommé un autre, le Souverain pourvoit à son remplacement ad interim par un Président.

B. Assemblée générale du Conseil de Lieutenance.

Article 58.

L'Assemblée générale du Conseil de Lieutenance se compose des membres désignés en l'art. 50 ci-dessus; plus, d'un nombre particulier de conseillers pris dans les divers gouvernements compris dan l'arrondissement de Lieutenance, et dont le choix a été confirmé par le Souverain sur la présentation du Comité des Ministres.

Article 59.

L'Assemblée générale du Conseil de Lieutenance n'est permanente que pendant le temps des élections et celui de la convocation des diètes. Elle se réunit aux autres époques sur l'ordre du Souverain ou sur la convocation du Lieutenant. L'Assemblée générale délibère sur tous les objets d'administration générale et sur toutes les affaires qui lui sont renvoyées par ordre suprême, ou par le Comité des Ministres, ou qui lui

Статья 56.

Буде бы не послѣдовало высочайшаго повелѣнія о продолженіи власти намѣстника, то въ присутствіи Государя Императора власть его пресѣкается. Въ семъ случаѣ Государь Императоръ занимается дѣлами по своему благоусмотрѣнію съ каждымъ начальникомъ отдѣленія особенно или въ Правительномъ Совѣтѣ.

Статья 57.

Въ случаѣ смерти намѣстника, Государь Императоръ, до назначенія другого, замѣщаетъ его временнымъ предсѣдателемъ.

В. Общее Собраніе Совѣта Намѣстничества.

Статья 58.

Общее собраніе Совѣта Намѣстничества состоитъ изъ членовъ, означенныхъ выше въ ст. 50, и изъ членовъ, выбранныхъ въ разныхъ губерніяхъ, лежащихъ въ области намѣстничества и, по представленіямъ Комитета Министровъ, Государемъ Императоромъ утвержденнымъ.

Статья 59.

Общее собраніе Совѣта Намѣстничества имѣетъ свои непремѣнныя засѣданія токмо при выборахъ и созваніи Сеймовъ. Въ прочее время оно собирается по повелѣнію Государя и востребованію намѣстника. Общее собраніе разсуждаетъ вообще о всѣхъ предметахъ, до управленія намѣстничества касающихся и по высочайшей волѣ Государя Императора или по

sont présentées par le Lieutenant et spécialement sur la répartition et la perception des impôts, sur la fixation des charges locales, sur les moyens de les restreindre, sur l'augmentation des revenus, sur l'amélioration de l'agriculture, sur l'accroissement de l'industrie et du commerce et autres objets semblables.

Article 60.

L'Assemblée générale est en outre chargée:

1°. De discuter et rédiger tous les projets de lois particulières et locales, et ceux des réglements concernant l'arrondissement de Lieutenance.

2°. De statuer sur la mise en jugement des fonctionnaires inférieurs de l'administration, pour cause de prévarication ou autre contravention dans l'exercice de leurs fonctions, sur le rapport et la proposition du Conseil d'administration.

3°. D'examiner annuellement les comptes que chaque conseiller est tenu de rendre sur la partie d'administration qui lui est confiée, et de former des comptes partiels un compte général, relativement à chaque gouvernement, compris dans l'arrondissement de Lieutenance, lequel compte sera transmis par le Lieutenant au Comité des Ministres.

4°. De faire ses observations sur les comptes rendus et sur tous les abus qui existent ou se sont introduits dans l'administration, ainsi que sur toutes les atteintes ou violations

предложеніямъ Комитета Министровъ и Намѣстника въ него вносимымъ, въ особенности же о раскладкѣ и взиманіи податей, установленіи земскихъ повинностей, сбереженіи государственныхъ расходовъ по области намѣстничества, умноженіи съ оной доходовъ, распространеніи земледѣлія, промышленности и торговли и тому подобномъ.

Статья 60.

Сверхъ сего, къ непремѣнной обязанности онаго принадлежитъ:

1) Разсматривать и обрабатывать всѣ проекты частныхъ законовъ и учрежденій, относящихся къ области каждаго намѣстничества.

2) Въ особенности же опредѣлять, по представленіямъ Правительнаго Совѣта, преданіе суду чиновниковъ управленія за злоупотребленія по ихъ должности и въ другихъ случаяхъ, подвергающихъ ихъ отвѣтственности. Изъ сего исключаются тѣ чиновники, коихъ преданіе суду зависитъ отъ Сената и Государственнаго Совѣта.

3) Разсматривать и повѣрять ежегодные отчеты, представляемые въ концѣ года каждымъ управляющимъ членомъ по своей части и составлять изъ частныхъ вѣдомостей одну общую по всѣмъ ввѣреннымъ Совѣту намѣстничества губерніямъ для доставленія оной, чрезъ намѣстника, въ Комитетъ Министровъ.

4) Дѣлать замѣчанія на подаваемые отчеты и на всѣ существующія или вкрадывающіяся въ управленіе злоупотребленія, равно какъ и на всѣ испытываемые

des principes constitutifs de l'Empire et des lois, et d'en faire un rapport général qui sera adressé au Souverain par l'entremise du Conseil d'État.

Article 61.

Les décisions de l'Assemblée générale du Conseil de Lieutenances sont soumises à l'approbation du Lieutenant. Il n'y a d'exeption que pour les mises en jugement, qui sont exécutées de suite.

Article 62.

Il y aura pour chaque Conseil de Lieutenance un secrétaire d'état,, qui résidera dans la capitale et qui sera chargé près du gouvernement des relations et communications de la Lieutenance à laquelle il appartiendra; ses fonctions et le mode de ses rapports seront déterminés par des réglements spéciaux.

CHAPITRE V.

Des administrations des gouvernements.

Article 63.

La loi consacre invariablement le principe de diviser et séparer la partie judiciaire de celle administrative, et de classer, comme incompatibles, leurs diverses attributions, afin qu'elles ne puissent être confondues dans aucun cas. En conséquence, les réglements spéciaux désigneront les tribunaux qui devront connaître des affaires civiles, qui, en vertu de l'art. 97, chap. V du réglement sur l'administration des gouvernements, étaient attribuées aux régences.

нарушенія государственной Уставной Грамоты и законовъ, составляя изъ всего онаго общій всеподданнѣйшій докладъ для представленія его Государю Императору чрезъ посредство намѣстника и Государственнаго Совѣта.

Статья 61.

Всѣ рѣшенія общаго собранія Совѣта намѣстничества представляются на утвержденіе намѣстника, за исключеніемъ однихъ рѣшеній о преданіи суду, которыя исполняются непосредственно.

Статья 62.

Отъ каждаго намѣстническаго Совѣта будетъ находится въ столицѣ при правительствѣ докладчикъ или статсъ-секретарь того намѣстничества; должность и образъ сношеній его опредѣлены будутъ особеннымъ постановленіемъ.

ОТДѢЛЕНІЕ V.

О губернскомъ начальствѣ.

Статья 63.

Законъ постановляетъ за неизмѣнное и непоколебимое правило, чтобы управительная и судебная части были раздѣлены, и дѣйствія оныхъ, яко несовмѣстныя, ни въ какомъ случаѣ не сливались. Вслѣдствіе чего частные уставы (въ отмѣну 97 статьи, главы V Учрежденія о губерніяхъ) съ точностью опредѣлятъ, въ какія судебныя мѣста должны поступать тѣ спорныя дѣла, кои, на основаніи вышесказанной статьи, подлежали до сего времени вѣдѣнію губернскаго правленія.

Article 64.

Cette règle générale admet deux exceptions:

1°. Relativement à la police judiciaire, dont la connaissance est attribuée aux autorités de police des villes et aux régences de districts, qui sont chargées de constater tous les genres de crimes et délits commis dans leur arrondissement, et de traduire les prévenus devant les tribunaux compétents.

2°. Relativement à la police ordinaire des villes et campagnes.

Article 65.

L'administration du gouvernement est présidée par le gouverneur civil, et elle se compose du vice-gouverneur et d'un nombre déterminé de membres, chefs des expéditions particulières.

Article 66.

Pour accélérer la marche et l'expédition des affaires, l'administration des gouvernements se divisera en deux sections principales, celle administrative et celle des finances. La première, présidée par le gouverneur civil, formera la régence du gouvernement; la seconde, présidée par le vice-gouverneur, formera la Chambre des finances.

Article 67.

Chaque section sera divisée en expéditions, dont les chefs formeront les membres de chacune de ces sections.

Article 68.

Les réglements spéciaux détermineront les affaires qui pourront être terminées, soit par les expéditions, soit par les

Статья 64.

Изъ сего общаго правила изъемлется: 1) судебная полиція, возложенная на городскія полицейскія управы и уѣздныя правительства (нижніе земскіе суды), въ обязанности коихъ входитъ изслѣдованіе преступленій, содѣянныхъ на мѣстахъ, вѣдомству ихъ подлежащихъ, и представленіе виновныхъ, куда слѣдуетъ, къ суду; 2) обыкновенная городская и сельская полиція.

Статья 65.

Губернское начальство подъ предсѣдательствомъ гражданскаго губернатора составляется изъ вице-губернатора и извѣстнаго числа членовъ, управляющихъ особенными экспедиціями.

Статья 66.

Для скорѣйшаго движенія дѣлъ и успѣшнѣйшаго исполненія, губернское начальство раздѣляется на два главныхъ отдѣленія: на управительное и на казенное. Первое, подъ предсѣдательствомъ гражданскаго губернатора, заключается въ губернскомъ правленіи, а второе, подъ предсѣдательствомъ вице-губернатора, въ казенной палатѣ.

Статья 67.

Каждое изъ сихъ отдѣленій раздѣляется на извѣстное число экспедицій, коихъ начальники состоятъ членами каждаго отдѣленія.

Статья 68.

Особенныя учрежденія опредѣлятъ въ подробности, какимъ дѣламъ оканчиваться по экспедиціямъ

sections, ou qui devront être portées, à l'assemblée générale de l'administration. Cette assemblée consistera dans la réunion des deux sections et elle sera présidée par le gouverneur civil et, en son absence, par le vice-gouverneur.

Article 69.

L'Assemblée générale a le droit de casser et d'annuler les actes ou décrets des administrations inférieures, dans le cas où ils sont contraires aux lois, aux ordonnances, statuts et réglements, aux ukases, décrets, ordres et rescrits, qui leur ont été donnés ou transmis. Si ces actes compromettent la sûreté publique, le gouverneur est tenu de faire son rapport au Lieutenant en Conseil et de provoquer la suspension des fonctionnaires.

Article 70.

Les membres de l'administration de gouvernement n'ont que voix consultative, tant dans les sections, que dans l'Assemblée générale. Le président seul décide. Il est tenu de rendre ses décisions conformément aux dispositions de la Charte contitutionnelle et des lois, et elles ne doivent rien contenir, qui y soit contraire.

Article 71.

Les chefs d'expédition sont tenus de contresigner les ordres et décrets émanés des sections ou de l'Assemblée générale dans la partie qui concerne leur expédition. S'il arrive qu'un chef

и отдѣленiямъ, и какимъ, по важности своей, поступать въ общее собранiе всего губернскаго начальства. Общее собранiе составляется чрезъ соединенiе обѣихъ отдѣленiй и находится подъ предсѣдательствомъ гражданскаго губернатора, а въ отсутствiи его, заступающаго его мѣста вице-губернатора.

Статья 69.

Общее собранiе имѣетъ право уничтожать всѣ рѣшенiя и опредѣленiя нижнихъ мѣстъ по части управительной, буде усмотритъ, что онѣ противны законамъ, учрежденiямъ, уставамъ, указамъ и предписанiямъ, на имя ихъ даннымъ. Ежели бы сими опредѣленiями нарушалось спокойствiе и общая безопасность, то въ такомъ случаѣ правитель губернiи доноситъ о томъ намѣстнику въ Правительномъ Совѣтѣ и предлагаетъ объ удаленiи отъ должности чиновниковъ, оказавшихся въ томъ виновными.

Статья 70.

Члены губернскаго начальства, какъ по отдѣленiямъ, такъ и въ общемъ онаго собранiи имѣютъ голоса совѣщательные, одинъ предсѣдатель рѣшаетъ. Рѣшенiя его должны быть основаны на правилахъ государственной Уставной Грамоты и законахъ, и ничего противнаго онымъ въ себѣ не заключать.

Статья 71.

Каждый членъ управляющiй экспедицiею обязанъ скрѣплять послѣдовавшiя какъ по отдѣленiю, такъ и по общему собранiю по части его рѣшенiя. Ежели

d'expédition soit d'une opinion contraire à la décision, qu'il est obligé de contresigner, il a la faculté de faire inserer son opinion motivée dans le protocole. Dès lors il est libéré de toute responsabilité.

CHAPITRE VI.

Des autorités administratives dans les districts, cantons et villes.

Article 72.

Il y aura dans chaque ville chef-lieu de district une autorité administrative, qui sera désignée sous le titre de régence de district. Elle sera présidée par le capitaine de district et elle se composera d'assesseurs, dont le nombre sera déterminé en raison de l'étendue du district et de sa population.

Article 73.

La régence, ainsi que le capitaine de district doivent se conformer aux instructions qui leur sont transmises. Ils sont subordonnés au chef et à l'administration des gouvernements, et ils sont tenus d'exécuter ponctuellement les ordres qu'ils en reçoivent.

Article 74.

Chaque district se divise en plusieurs cantons, en raison de son étendue et de sa population, et chaque canton a une administration qui se compose de l'ispravnik du canton, de son adjoint et de plusieurs centurions et décurions pris de chaque bourg et village, dépendant de l'arrondissement de canton.

бы который изъ нихъ былъ не согласенъ съ симъ рѣшеніемъ, то долженъ записать мнѣніе свое въ протоколъ, чѣмъ и устраняется отъ всякой отвѣтственности.

ОТДѢЛЕНІЕ VI.

Объ уѣздныхъ, окружныхъ и городскихъ начальствахъ.

Статья 72.

Всякій уѣздъ имѣетъ свое уѣздное начальство. Оно состоитъ въ земскомъ уѣздномъ правленіи (нижній земскій судъ) и составляется, подъ предсѣдательствомъ земскаго уѣзднаго исправника, изъ извѣстнаго числа засѣдателей, которое, смотря по обширности уѣзда, можетъ быть увеличиваемо.

Статья 73.

Земское уѣздное правленіе, равно какъ и предсѣдательствующій въ ономъ земскій уѣздный исправникъ поступаютъ по данному имъ наказу. Они подчинены правителю губерніи и губернскому начальству, и исполняютъ въ точности всѣ получаемыя отъ нихъ предписанія.

Статья 74.

Каждый уѣздъ, смотря по своей обширности и народонаселенію, раздѣляется на нѣсколько округовъ, которые подвѣдомы окружному начальству. Оно состоитъ въ окружномъ исправникѣ или ключъ-войтѣ и его помощникѣ, и имѣетъ при себѣ нѣсколько сотниковъ, и десятскихъ, отряжаемыхъ на опредѣленное время отъ селеній, къ составу каждаго округа принадлежащихъ.

Article 75.

L'administration de canton est une autorité intermédiaire de celle de district et des administrés bourgs et villages du canton. Elle envoie par l'entremise des centurions et décurions aux baillis et aux maires des bourgs et villages, qui forment le dernier chaînon de l'administration, les ordres émanés des autorités supérieures, et elle veille à leur exécution. Au surplus, elle maintient l'ordre dans son arrondissement et elle assure le repos et la tranquillité publique.

Article 76.

Dans chaque ville de 1° et 2° classe il y aura, outre la mairie ou le magistrat, une autorité de police de villes, qui sera sous les ordres du préfet de police (gorodnitschii) et qui se composera de deux assesseurs de la mairie réunis au préfet, conformément au § 34 de l'ordonnance concernant les habitants des villes.

Article 77.

Les attributions des autorités inférieures dont vient d'être parlé, ainsi que les limites et les dégrés de leurs pouvoirs et leur responsabilité, qui sont réglés par les lois existantes, seront encore plus particulièrement déterminés par les réglements spéciaux qui interviendront en conformité des principes consacrés par la présente charte.

Статья 75.

Окружное начальство есть среднее мѣсто между уѣзднымъ начальствомъ и каждымъ селеніемъ своего округа. Оно доставляетъ посредствомъ сотниковъ и десятскихъ въ каждое селеніе приказчикамъ, старостамъ, сельскимъ начальникамъ, выборнымъ и всякаго другого наименованія, составляющимъ послѣднее звено управительной власти, всѣ повелѣнія и предписанія, имѣющія послѣдовать отъ уѣзднаго начальства, и смотритъ за строгимъ оныхъ исполненіемъ. Сверхъ сего, неослабно наблюдаетъ, чтобы вездѣ въ округѣ, подъ вѣдѣніемъ его состоящимъ, наблюдаемъ былъ установленный порядокъ, обезпечивающій общую безопасность и тишину.

Статья 76.

Каждый городъ первой и второй степени, кромѣ ратушъ или магистратовъ, имѣетъ еще свою городскую полицейскую управу. Она состоитъ подъ начальствомъ городничаго или полиціймейстера, и въ ней засѣдаютъ (на основаніи городового положенія пар. 37 статьи объ обывателяхъ) два ратмана городовые.

Статья 77.

Образъ дѣйствія сихъ нижнихъ начальствъ, равно какъ предѣлы и степень власти и отвѣтственности, частью опредѣленныя уже въ существующихъ узаконеніяхъ, будутъ предметомъ особаго учрежденія, соотвѣтствующаго изложеннымъ въ государственной Уставной Грамотѣ правиламъ.

Titre III.

Dispositions générales garanties par la Souveraineté.

Article 78.

La réligion orthodoxe grecque russe sera à jamais la dominante de l'État, du Souverain et de la famille Impériale. Elle sera constamment l'objet des soins et de l'affection particulière du gouvernement, sans néanmoins nuire à la liberté des autres cultes. La différence des cultes chrétiens n'en opère aucune dans la jouissance des droits civils et politiques.

Article 79.

Les ministres de tous les cultes sont sous la surveillance et la protection des lois et du gouvernement.

Article 80.

La loi protège également tous les citoyens, sans aucune distinction.

Article 81.

La loi russe fondamentale, qui veut „que personne ne soit puni sans avoir été jugé" et le principe consacré dans le réglement sur l'administration des gouvernements, § 401, qui porte, „que personne ne soit emprisonné et privé de la liberté, sans qu'on lui fasse connaître le délit, dont il est accusé, et sans qu'on procède à son interrogatoire dans les trois jours de son arrestation", s'appliquent à tous les habitants, sans exception, dans les ternes suivants:

Глава III.

Ручательства державной власти.

Статья 78.

Православная греко-россійская вѣра пребудетъ навсегда господствующею вѣрою Имперіи, Императора и всего Императорскаго Дома. Она непрестанно будетъ обращать на себя особенную попечительность правительства, безъ утѣсненія, однако же, свободы всѣхъ прочихъ исповѣданій. Различіе христіанскихъ вѣроисповѣданій не производитъ никакихъ различій въ правахъ гражданскихъ и политическихъ.

Статья 79.

Священнослужители всѣхъ исповѣданій вообще состоятъ безъ исключенія подъ покровительствомъ и надзоромъ законовъ и правительства.

Статья 80.

Законъ безъ всякаго различія покровительствуетъ равно всѣмъ гражданамъ.

Статья 81.

Коренной россійскій законъ: „безъ суда никто да не накажется“ и освященное Учрежденіемъ о губерніяхъ правило (пар. 401): „чтобы никто, безъ объявленія ему вины и снятія съ него допроса, въ теченіи 3-хъ дней по задержаніи, не лишался свободы и не содержался въ тюрьмѣ“ распространяется на всѣхъ жителей вообще въ слѣдующей силѣ:

Article 82.

Nul ne peut être accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites.

Article 83.

Toute détention arbitraire est un crime qui sera puni des peines portées au code pénal.

Article 84.

On devra notifier incessament et par écrit à la personne arrêtée les causes de son arrestation.

Article 85.

Tout individu arrêté sera présenté dans les trois jours ou renvoyé au plus tard dans les six jours, si la procédure a exigé ce délai au tribunal compétent, pour y être examiné ou jugé dans les formes prescrites, sous peine de forfaiture de la part du fonctionnaire qui aura négligé d'exécuter ponctuellement cette disposition. Si le prévenu est disculpé par les premières enquêtes, il sera mis sur le champs en liberté.

Article 86.

Dans tous les cas déterminés par la loi, on mettra en liberté provisoire celui qui fournira caution.

Статья 82.

Никто не можетъ быть взятъ подъ стражу, обвиненъ и лишенъ свободы, какъ только въ случаяхъ, закономъ опредѣленныхъ, и съ соблюденіемъ закономъ предписанныхъ на сей конецъ правилъ.

Статья 83.

Всякое самопроизвольное задержаніе вмѣняется въ преступленіе, подвергающее наказанію, означенному въ уголовномъ правѣ.

Статья 84.

Взятому подъ стражу должно немедленно объявить причину его задержанія.

Статья 85.

Каждый задержанный долженъ быть представленъ въ теченіи 3 (въ рѣдкихъ же токмо случаяхъ, въ которыхъ розысканіе требовало бы отсрочки, не позднѣе 6) сутокъ въ то присутственное мѣсто, до котораго онъ принадлежитъ, для снятія съ него допроса или сужденія узаконеннымъ порядкомъ. Всякое отступленіе отъ сего вмѣняется въ злоупотребленіе власти. Если обвиняемый оправдается при первомъ слѣдствіи, то немедленно освобождается.

Статья 86.

Во всѣхъ случаяхъ, закономъ не изъятыхъ, обвиняемый отпускается на поруки.

Article 87.

Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie, promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée par un Tribunal compétent.

Article 88.

La voie de grâce est ouverte en faveur des individus, condamnés à la peine capitale, à l'exil ou aux travaux forcés pour plus de 15 années.

Article 89.

La liberté de la presse est garantie, la loi déterminera les moyens d'en reprimer les abus.

Article 90.

Tout sujet russe est libre de s'établir en pays étranger, et d'y transporter sa personne et sa fortune, en se conformant aux règles établies à cet égard.

Article 91.

La nation russe aura à perpetuité une représentation nationale. Elle consistera dans une diète composée du Souverain et de deux Chambres. La première, nommée Chambre haute, sera formée du Sénat, la seconde, nommée Chambre des Nonces, sera composée des nonces et des députés des communes.

Статья 87.

Никто не долженъ быть наказанъ, какъ въ силу закона, постановленнаго и обнародованнаго до содѣланнаго преступленія, и по приговору того суда, которому онъ принадлежитъ.

Статья 88.

Право просить о помилованіи предоставляется лицамъ, осужденнымъ на смертную казнь, на вѣчную и свыше 15 лѣтъ продолжиться имѣющуюся ссылку, заточеніе и каторжную работу.

Статья 89.

Свобода тисненія обезпечивается. Законъ излагаетъ правила къ обузданію злоупотребленій.

Статья 90.

Каждому россійскому подданному вольно переселиться въ другое государство и вывезть свое имѣніе, лишь бы соблюлъ закономъ предписанныя на таковые случаи правила.

Статья 91.

Да будетъ россійскій народъ отнынѣ навсегда имѣть народное представительство. Оно должно состоять въ Государственномъ Сеймѣ (Государственной Думѣ), составленномъ изъ Государя и двухъ палатъ. Первую, подъ именемъ высшей палаты, образуетъ Сенатъ, а вторую, подъ именемъ посольской палаты, земскіе послы и депутаты окружныхъ городскихъ обществъ.

Article 92.

Les emplois civils, publics et militaires ne peuvent être exercés que par des individus sujets de l'État.

Article 93.

Tout étranger, après s'être légitimé, jouira, à l'égal des autres habitants, de la protection des lois et des avantages, qu'elles garantissent. Il pourra, comme eux, rester dans le pays, en sortir et y rentrer, en se conformant aux règles établies. Il pourra en outre acquérir des immeubles.

Article 94.

Tout étranger nationalisé, qui saura la langue russe, pourra être admis à l'exercice des fonctions publiques après cinq années de résidence, s'il est d'ailleurs d'une conduite irréprochable.

Article 95.

Néanmoins, le Souverin pourra, de son propre gré ou sur la présentation du Conseil de l'Empire, admettre aux fonctions publiques des étrangers, distingués par leurs talents.

Article 96.

Les fonctionnaires publics dans la partie administrative ne peuvent être destitués que par la même autorité qui leur a conféré leur emploi. Elle est tenue de se conformer aux règles

Статья 92.

Государственныя должности, какъ гражданскія, такъ и военныя, иначе возлагаемы быть не могутъ, какъ на россійскихъ подданныхъ.

Статья 93.

Каждый иностранецъ, предъявившій законные виды, будетъ пользоваться, наравнѣ съ другими жителями государства, покровительствомъ законовъ и выгодами, законами обезпеченными. Ему вольно будетъ, на основаніи учрежденныхъ правилъ, жить въ государствѣ, выѣзжать изъ онаго, возвращаться и пріобрѣтать въ немъ недвижимое имѣніе.

Статья 94.

Каждый иностранецъ укорененный, при безпорочномъ поведеніи и послѣ пятилѣтняго пребыванія, научась россійскому языку, можетъ допущенъ быть къ отправленію государственныхъ должностей.

Статья 95.

Одинъ Государь, по собственному выбору или по представленію Государственнаго Совѣта, можетъ, въ отмѣну сего правила, допустить къ отправленію государственныхъ должностей иностранцевъ, превосходными дарованіями отличающихся.

Статья 96.

Всѣ государственные чиновники по части правительственной отрѣшаются отъ должностей тою же властью, которая ихъ опредѣляетъ, съ соблюденіемъ

établies à cet égard. Tout fonctionnaire public, sans exception, est responsable de sa gestion.

Article 97.

Toute propriété, quelle que soit sa désignation ou sa nature, qu'elle existe sur la superficie ou dans le sein de la terre, et à quelque individu qu'elle appartienne, est déclarée sacrée et inviolable. Aucun individu n'y peut porter atteinte, sous quelque pretexte que ce soit. Quiconque attaque la propriété d'autrui est réputé violateur de la sûreté publique et puni comme tel.

Article 98.

Néanmoins, le gouvernement a le droit d'exiger d'un particulier le sacrifice de sa propriété pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité. La loi déterminera les cas et les règles de l'application de ce principe.

Titre IV.
De la représentation nationale.

CHAPITRE I.
De la diète.

Article 99.

La représentation nationale sera composée ainsi, qu'il est exprimé en l'art. 91 ci dessus.

закономъ предписанныхъ на таковой конецъ правилъ. Всѣ безъ исключенія подвержены отвѣтственности въ отправленіи своихъ должностей.

Статья 97.

Всякая собственность, на поверхности-ли земли находящаяся, или въ нѣдрахъ оной сокровенная, какого бы рода ни была, въ чемъ бы ни состояла и кому бы ни принадлежала, признается священною и неприкосновенною. Никакая власть и ни подъ какимъ предлогомъ посягнуть на нее не можетъ. Посягающій на чужую собственность осуждается и наказывается, какъ нарушитель общественнаго спокойствія.

Статья 98.

Правительство имѣетъ, однако же, право на справедливомъ и предварительномъ вознагражденіи требовать отъ частнаго лица пожертвованія его собственностью для употребленія оной на пользу общественную. Законъ опредѣлитъ особенные случаи употребленія сего права и правила, имѣющія онымъ руководствовать.

Глава IV.

О народномъ представительствѣ.

ОТДѢЛЕНІЕ I.

О Государственной Думѣ или Сеймѣ.

Статья 99.

Представительство народное образуется, какъ выше сказано (ст. 91).

Article 100.

La Diète de l'Empire se divise en diète particulière de Lieutenances qui se réuniront tous les trois ans, et en diète générale, qui se réunira tous les cinq ans.

Article 101.

Le pouvoir législatif réside dans la personne du Souverain. Il l'exerce néanmoins concurremment avec les deux Chambres de la Diète de l'Empire, ainsi qu'il est dit art. 13.

SECTION I.

Des Diètes de Lieutenance.

Article 102.

Les Diètes de Lieutenance seront composées du Souverain et de deux Chambres. La première, nommée Chambre haute, sera formée d'un département du Sénat, qui siégera dans le chef-lieu de Lieutenance. La seconde, nommée Chambre des Nonces, se formera des deux tiers des nonces et députés, dont le Souverain fera choix parmi ceux qui seront élus dans l'arrondissement de Lieutenance.

Article 103.

Les Diètes de Lieutenance délibèrent sur tous les projets de lois générales, lorsque la communication leur en est faite par le Conseil d'État, d'après l'ordre du Souverain. Elles délibèrent sur tous les projets de lois particulières de Lieute-

Статья 100.

Государственный Сеймъ (Государственная Дума) раздѣляется на частные сеймы (думы) намѣстническихъ областей, созываемые каждые три года, и на общую Государственную Думу или Сеймъ, созываемый каждыя пять лѣтъ.

Статья 101.

Законодательная власть заключается въ Особѣ Государя при содѣйствіи двухъ Палатъ Государственнаго Сейма (какъ сказано въ ст. 13).

РАЗРЯДЪ I.

О частныхъ Думахъ или Сеймахъ намѣстническихъ областей.

Статья 102.

Сеймы намѣстническихъ областей составляются изъ Государя и двухъ палатъ. Первая подъ именемъ высшей палаты образуется изъ одного департамента Сената, присутствующаго въ главномъ мѣстопребываніи намѣстническаго начальства. Вторая, подъ именемъ земской посольской палаты, составляется изъ двухъ третей избраннаго въ области намѣстничества числа пословъ и депутатовъ, Государемъ утвержденныхъ.

Статья 103.

Сеймы намѣстническихъ областей разсматриваютъ проекты общихъ законовъ во всѣхъ случаяхъ, въ которыхъ Государь заблагоразсудитъ повелѣть имъ оные сообщить чрезъ Государственный Совѣтъ.

nance, qui leur sont adressés, d'après l'ordre du Souverain, par le Conseil d'administration de Lieutenance. Elles délibèrent encore d'après la communication du Souverain sur l'augmentation, réduction et répartition des impôts, contributions, taxes et charges locales, sur la formation du budget spécial de Lieutenance en recettes et dépenses, et, en général, sur tout ce qu'il plait à sa Majesté Impériale de leur faire communiquer.

Article 104.

Les Diètes de Lieutenance délibèrent encore, sur les communications qui leur sont faites de la part du Souverain, en conséquence du rapport général rédigé par l'Assemblée Générale du Conseil de Lieutenance, en vertu de l'art. 60, relativement aux comptes annuels rendus sur les diverses branches d'administration. Enfin, chaque diète de Lieutenance, après avoir statué sur tous ces objets, procède à l'examen des cahiers d'observations, demandes et réclamations, dont les nonces et les députés des communes ont été chargés par leurs commettants. Il en est formé des extraits exacts, qui sont transmis à l'Assemblée Générale du Conseil de Lieutenance et par elle adressés au Conseil d'État, pour être présentés au Souverain, qui détermine les mesures auxquelles ces réclamations peuvent donner lieu.

Они разсматриваютъ въ особенности всѣ проекты частныхъ законовъ, до каждой намѣстнической области касающихся, по повелѣнію Государя черезъ Правительственный Совѣтъ намѣстничества къ нимъ препровождаемые. Сверхъ сего, они разсуждаютъ, по сообщенію же отъ имени Государя, подобно вышесказанному, объ увеличеніи или уменьшеніи всякаго рода сборовъ, податей и земскихъ повинностей, о средствахъ къ уравненію раскладокъ, о составленіи частныхъ росписей доходовъ и расходовъ намѣстническихъ областей (бюджетъ), однимъ словомъ, о всемъ, что Государю благоугодно будетъ высочайше указать внести къ нимъ на разсужденіе.

Статья 104.

Сеймы намѣстничествъ разсуждаютъ еще, когда послѣдуетъ на то высочайшая воля, по предметамъ, содержащимся въ всеподданнѣйшихъ докладахъ Общаго Собранія намѣстническихъ Совѣтовъ, составленныхъ на основаніи ст. 60, изъ годовыхъ отчетовъ по каждой отрасли управленія. Наконецъ, каждый намѣстническій Сеймъ, изложивъ свое мнѣніе по всѣмъ симъ предметамъ, приступаетъ къ разсмотрѣнію наказовъ земскимъ посламъ и депутатамъ, отъ ихъ избирателей данныхъ, и заключающихъ въ себѣ ихъ замѣчанія, представленія и прошенія касательно всего того, что относится до ихъ пользы. Изъ сихъ наказовъ дѣлается самое вѣрное извлеченіе, которое препровождается въ Общее Собраніе намѣстническаго Совѣта, а изъ онаго въ Государственный Совѣтъ

Article 105.

Les projets de lois particuliéres de Lieutenance sont rédigés dans l'Assemblé Générale du Conseil de Lieutenance et portés à la Diète, d'après l'ordre du Souverain, par les membres de ce Conseil.

Article 106.

Pour discuter ces projets dans les Diètes de Lieutenance, chaque Chambre nomme au scrutin trois commissions; elles seront composées dans la Chambre haute de trois membres et dans la Chambre des nonces — de cinq, savoir:

1°. Commission de législation.
2°. Commission d'administration.
3°. Commission des finances.

Claque Chambre donne communication de ses nominations au conseil d'administration. Les commissions se mettent en relations permanentes avec le Conseil de Lieutenance.

Article 107.

Les projets, présentés par ordre du Souverain, ne peuvent être modifiés, sur les observations des commissions respectives de la Diète, que par le conseil de Lieutenance.

для поднесенія Государю Императору на высочайшее разрѣшеніе и принятіе тѣхъ мѣръ, къ коимъ таковыя представленія могутъ подать поводъ.

Статья 105.

Проекты частныхъ законовъ, относящихся до каждой области намѣстничества, составляются въ намѣстническомъ Совѣтѣ и вносятся на Сеймъ, по повелѣнію Государя, членами означеннаго Совѣта.

Статья 106.

Для разсмотрѣнія и уваженія сихъ проектовъ въ Сеймахъ намѣстничествъ, каждая палата назначаетъ по балламъ три комиссіи. Онѣ состоятъ въ высшей палатѣ изъ 3-хъ, а въ посольской палатѣ изъ 5 членовъ и суть слѣдующія:

1) Комиссія законодательства;
2) Комиссія управленія, и
3) Комиссія финансовъ.

Каждыя палата увѣдомляетъ Правительный Совѣтъ объ учиненномъ ею выборѣ. Комиссіи находятся въ безпрестанныхъ сношеніяхъ съ Совѣтомъ намѣстничества.

Статья 107.

Проекты, предложенные именемъ Государя, по всѣмъ отмѣнамъ, какія послѣдовать могли бы вслѣдствіе замѣчаній, комиссіями учиненныхъ, исправляются токмо въ Совѣтѣ намѣстничества.

Article 108.

Les membres du Conseil d'Administration dans les deux Chambres des Diètes de Lieutenance et les commissaires dans les Chambres respectives ont seuls le droit de faire des discours par écrit; les autres membres ne peuvent parler que de mémoire.

Article 109.

Les membres du Conseil d'administration on le droit de siéger et de prendre la parole dans les deux Chambres, lors de la délibération sur les projets de lois. Ils n'ont pas celui de voter, à moins qu'ils ne soient sénateurs, nonces ou députés.

Article 110.

Le rapport général de la situation du pays relativement à l'arrondissement de chaque lieutenance, fait par les Conseils respectifs d'administration et communiqué préalablement au département du Sénat, est lu dans les Chambres réunies de chaque Diète de Lieutenance.

Article 111.

Chaque Chambre des Diètes de Lieutenance fait examiner ce rapport par les commissions des chambres respectives. Mais le travail, qui doit être fait sur ce rapport par les commissions réunies, ne peut être présenté aux Chambres respectives qu'après avoir été accepté et signé de tous les membres composant les commissions. Chaque Chambre, après avoir examiné ce travail et après avoir recueilli les remarques, qui sont faites, donne son opinon et transmet le tout au Souverain.

Статья 108.

Право читать приготовленныя рѣчи въ обѣихъ палатахъ предоставляется однимъ членамъ намѣстническаго Совѣта и членамъ комиссіи каждой палаты. Всѣ прочіе члены объясняются изустно.

Статья 109.

Члены Совѣта во время разсужденій о проектахъ имѣютъ право присутствовать и говорить въ обѣихъ палатахъ; но тѣ изъ нихъ, которые не несутъ званія сенаторовъ, земскихъ пословъ или депутатовъ, числа голосовъ не составляютъ.

Статья 110.

Общій отчетъ о положеніи всякой области намѣстничества, составленный въ каждомъ намѣстническомъ Совѣтѣ, за внесеніемъ онаго предварительно въ департаментъ Сената, выслушивается въ совокупленныхъ палатахъ.

Статья 111.

Каждая палата поручаетъ своимъ комиссіямъ разсмотрѣть сей отчетъ. По учиненномъ разсмотрѣніи, комиссія въ общемъ донесеніи, за подписаніемъ всѣхъ членовъ ея, представляетъ палатамъ свои на оный замѣчанія. Каждая палата, по выслушаніи и уваженіи сихъ замѣчаній, излагаетъ мнѣніе свое касательно поданнаго отчета и подноситъ оное Государю.

Article 112.

La Chambre des nonces et députés de chaque Lieutenance, avant la clôture de chaque session, procède au choix et à la nomination des nonces et députés destinés à former la seconde Chambre de la diète générale. Ce choix a lieu parmi les nonces et députés présents dans la proportion du quart de leur nombre.

Article 113.

Il est rédigé un protocole séparé dc cette nomination, avec désignation par ordre alphabétique des membres élus. Cet acte, revêtu de toutes les formes légales, est adressé au Lieutenant, qui le transmet au Souverain par l'entremise du Comité des Ministres.

SECTION II.

De la Diète Générale.

Article 114.

La Diète Générale se compose du Souverain et de deux Chambres. La première, nommée Chambre haute, est formée par le département du Sénat séant dans une des deux capitales, auquel se réuniront pour le temps de la diète seulement, les sénateurs des autres départements, qui seront choisis et nommés par le Souverain et dont le nombre sera déterminé par les statuts organiques. La seconde, nommée Chambre des nonces, sera formée de la moitié des nonces et députés élus pour la diète générale par les chambres des nonces des diètes de

Статья 112.

При закрытіи Сейма палата земскихъ пословъ и депутатовъ каждаго намѣстничества приступаетъ къ выбору земскихъ пословъ и депутатовъ, имѣющихъ составить вторую палату Общаго Государственнаго Сейма. Сей выборъ производятъ они изъ своей среды. Число избранныхъ должно соотвѣтствовать четвертой части состоящихъ на лицо пословъ и депутатовъ.

Статья 113.

На сей конецъ заготовляется особый протоколъ, въ который вносятся поименно алфавитнымъ порядкомъ всѣ избранные члены. Сей актъ, законнымъ образомъ составленный, отсылается къ намѣстнику для поднесенія онаго Государю чрезъ Комитетъ Министровъ.

РАЗРЯДЪ II.

О общемъ Государственномъ Сеймѣ.

Статья 114.

Общій Государственный Сеймъ составляется изъ Государя и двухъ палатъ. Первую, подъ именемъ высшей палаты, образуетъ сенатскій департаментъ, присутствующій въ одной изъ двухъ столицъ, съ присовокупленіемъ къ нему, единственно на время Сейма и по назначенію Государя, изъ другихъ департаментовъ извѣстнаго числа сенаторовъ, образовательнымъ учрежденіемъ опредѣленнаго. Вторая, подъ названіемъ палаты земскихъ пословъ, составляется по

Lieutenance. Le choix de ces nonces et députés dans la proportion de moitiè de ceux élus, est reservé au Souverain.

Article 115.

La Diète Générale de l'Empire délibère sur tous les projets de lois civiles, criminelles et administratives, qui lui sont adressés de la part du Souverain, par le Conseil d'État. Elle délibère, d'après les communications du Souverain, sur l'augmentation ou réduction des impôts, contribution, taxe et charges publiques quelconques, sur le meilleur et le plus juste mode de répartition, sur la formation du budjet général de l'Empire en recette et dépenses, ainsi que sur tous les autres objets qui lui sont renvoyés par le Souverain.

Article 116.

La Diète Générale délibère encore sur les communications qui lui sont faites de la part du Souverain, en conséquence du rapport général, dont est chargé l'Assemblée générale du Conseil d'État par l'art. 42. Enfin, la Diète, après avoir statué sur tous ces objets, reçoit les communications, demandes, re-

назначенію Государя изъ половиннаго числа пословъ и депутатовъ въ каждой намѣстнической области посольскою палатою изъ среди своей избранныхъ.

Статья 115.

Общій Государственный Сеймъ, по сообщеніи отъ имени Государя чрезъ Государственный Совѣтъ, разсматриваетъ всѣ проекты законовъ гражданскихъ, уголовныхъ и по части управительной, коихъ дѣйствіе распространяется на всю Имперію. Онъ разсуждаетъ по предложеніямъ, вносимымъ по высочайшему же повелѣнію, о прибавленіи и уменьшеніи налоговъ, податей, сборовъ и всякаго рода общественныхъ повинностей, о удобнѣйшихъ и справедливѣйшихъ раскладкахъ, о уравненіи налоговъ и податей по всему государству по мѣрѣ силы и возможности каждой намѣстнической области, о составленіи главной росписи доходовъ и расходовъ (бюджетъ), на основаніи представленныхъ ему на разсмотрѣніе частныхъ росписей доходовъ и расходовъ, составленныхъ въ каждой области намѣстничества, равно какъ и о всѣхъ другихъ предметахъ, на разсужденіе по волѣ Государя ему отсылаемыхъ.

Статья 116.

Общій Сеймъ разсуждаетъ еще по сообщеніямъ, которыя Государю благоугодно было бы повелѣть сдѣлать по предметамъ, заключающимся въ общемъ государственномъ отчетѣ, коего составленіе возложено на Общее Собраніе Государственнаго Совѣта въ силу

présentations ou réclamations, qui sont faites par les nonces et les députés pour le bien et l'avantage de leurs commettants, ou dont ils ont été chargés. La Diète en forme un extrait exact, qu'elle transmet au Conseil d'État; celui-ci soumet cet extrait au Souverain, dont il reçoit les ordres relativement aux mesures à prendre à cet égard.

Article 117.

Les projets de lois rédigés au Conseil d'État, sont portés à la Diète Générale, d'après l'ordre du Souverain, par les membres de ce Conseil.

Article 118.

Pour discuter ces projets dans la Diète Générale, chaque Chambre nomme, au scrutin, trois commissions. Elles sont composées dans la Chambre haute de trois membres et dans la Chambre des nonces de cinq, savoir:

1°. Commission de Législation.

2°. Commission d'Administration générale.

3°. Commission des Finances.

Chaque Chambre donne communication de ses nominations au conseil d'État. Les commissions se mettent en relations permanentes avec le Conseil d'État.

ст. 42. Наконецъ, Общій Государственный Сеймъ, изложивъ свое мнѣніе по всѣмъ симъ предметамъ, приступаетъ къ разсмотрѣнію наказовъ земскимъ посламъ и депутатамъ, отъ ихъ избирателей данныхъ и заключающихъ въ себѣ ихъ замѣчанія, представленія и прошенія касательно всего того, что относится до ихъ пользы. Изъ сихъ наказовъ дѣлается самое вѣрное извлеченіе, которое препровождается въ Государственный Совѣтъ, а отъ онаго представляется Государю Императору на высочайшее разрѣшеніе и для принятія тѣхъ мѣръ, къ коимъ бы таковыя представленія могли подать поводъ.

Статья 117.

Проекты законовъ, составленные въ Государственномъ Совѣтѣ, взносятся на Общій Государственный Сеймъ по повелѣнію Государя членами означеннаго Совѣта.

Статья 118.

Для разсмотрѣнія и уваженія сихъ проектовъ на Общемъ Государственномъ Сеймѣ каждая палата назначаетъ по балламъ три комиссіи. Онѣ состоятъ въ высшей палатѣ изъ трехъ, а въ посольской палатѣ изъ пяти членовъ и суть слѣдующія:

1) Комиссія законодательства;
2) Комиссія управленія, и
3) Комиссія финансовъ.

Каждая палата увѣдомляетъ Государственный Совѣтъ объ учиненномъ ею выборѣ. Комиссіи находятся въ безпрестанномъ сношеніи съ Государственнымъ Совѣтомъ.

Article 119.

Les projets présentées par ordre du Souverain à la Diète Générale, ne peuvent être modifiés que par le Conseil d'État sur les observations qui sont présentées par les commissions.

Article 120.

Les membres du Conseil d'État dans les deux Chambres de la Diète ont seuls le droit de faire des discours par écrit. Les autres membres ne peuvent parler que de mémoire.

Article 121.

Les membres du Conseil d'État ont le droit de siéger et de prendre la parole dans les deux Chambres de la Diète, lors de la délibération sur les projets de lois. Ils n'ont pas celui de voter à moins qu'ils ne soient sénateurs, nonces ou députés.

Article 122.

Le rapport général de la situation du pays, fait par le Conseil d'État, est lu dans les deux Chambres réunies de la Diète Générale.

Article 123.

Chaque Chambre de la Diète Générale fait examiner par les commissions respectives les rapports qui y sont faits. Ces rapports pourront être imprimés. Mais l'opinion donnée par les commissions, sur ces rapports, ne peut être présentée aux Chambres qu'après avoir été approuvée et signée par tous les membres composant les commissions. Chaque Chambre, après avoir entendu et délibéré, tant sur les rapports, que sur les remarques et observations, auxquelles ils ont donné lieu, adresse son opinion et ses voeux à cet égard au Souverain.

Статья 119.

Проекты, предложенные именемъ Государя, по всѣмъ отмѣнамъ, какія послѣдовать могли бы вслѣдствіе замѣчаній, комиссіями учиненныхъ, исправляются токмо въ Государственномъ Совѣтѣ.

Статья 120.

Право читать приготовленныя рѣчи въ обѣихъ Палатахъ предоставляется однимъ членамъ Государственнаго Совѣта, всѣ прочіе объясняются изустно.

Статья 121.

Члены Государственнаго Совѣта во время разсужденій о проектахъ законовъ имѣютъ право присутствовать и говорить въ обѣихъ палатахъ, но тѣ изъ нихъ, которые не суть сенаторами, земскими послами или депутатами, числа голосовъ не составляютъ.

Статья 122.

Общій отчетъ о состояніи государства, составленный въ Государственномъ Совѣтѣ, выслушивается въ совокупленныхъ палатахъ.

Статья 123.

Каждая палата поручаетъ своимъ комиссіямъ разсмотрѣть сей отчетъ, который дозволяется и напечатать. Донесенія комиссій относительно содержанія отчетовъ не иначе должны быть представляемы въ палаты, какъ по единогласію и за общимъ подписаніемъ всѣхъ членовъ, составляющихъ комиссіи. Каждая палата, по выслушаніи и уваженіи сихъ замѣчаній, излагаетъ мнѣніе свое касательно поданнаго отчета и подноситъ оное Государю.

Article 124.

Dans la capitale de St.-Pétersbourg et dans celle de Moscou, qui sont, avec leurs gouvernements, excepté des Lieutenances, il y aura tous les trois ans une diète centrale, qui sera considérée comme diète de Lieutenance, et qui procédera de la même manière et exercera les mêmes attributions. Cette diète sera composée du Souverain et de deux Chambres.

La première, nommée Chambre haute, sera formée du Département du Sénat, siégeant dans la capitale.

La seconde, nommée Chambre des nonces, sera formée des deux tiers des nonces et des députés, choisis par le Souverain parmi ceux élus dans la capitale et dans les districts, dépendants de son gouvernement.

Article 125.

Chaque Chambre des nonces, des diètes centrales des capitales choisit dans la proportion du quart de ses membres, les nonces et les députés destinés pour la diète générale. Le Souverain fera choix de la moitié.

SECTION III.

Dispositions communes à la Diète Générale et aux diètes de Lieutenance.

Article 126.

Il n'appartient qu'au Souverain seul de convoquer les diètes ordinaires et les diètes extraordinaires, de les proroger, ajourner et dissoudre. Leur session est de trente jours.

Статья 124.

Въ обѣихъ столицахъ, въ Санктъ-Петербургѣ и Москвѣ, кои не входятъ въ составъ намѣстничествъ, созываются черезъ каждые три года столичные сеймы, дѣйствующіе на томъ же основаніи, какъ намѣстническіе сеймы. Сіи сеймы составляются изъ двухъ палатъ подъ предсѣдательствомъ Государя Императора или особы, высочайшею довѣренностью для сего назначенной.

Первую Палату, подъ названіемъ Верхней, составляетъ Сенатскій департаментъ, засѣдающій въ столицѣ.

Вторая Палата, подъ названіемъ посольской палаты, составляется изъ двухъ третей земскихъ пословъ и депутатовъ, избранныхъ Государемъ Императоромъ изъ числа выбранныхъ столицею и въ уѣздахъ ея губерніи пословъ и депутатовъ.

Статья 125.

Посольскія палаты столичныхъ сеймовъ избираютъ изъ своей среды одну четвертую часть пословъ и депутатовъ для общаго Государственнаго Сейма. Государь Императоръ назначаетъ изъ оныхъ половину.

РАЗРЯДЪ III.

Постановленія общія, касающіяся какъ до государственныхъ общихъ, такъ и до частныхъ сеймовъ.

Статья 126.

Право созвать, распустить, отсрочить и продлить сеймы, какъ обыкновенные, такъ и чрезвычайные, принадлежитъ одному Государю. Засѣданіе сеймовъ продолжается тридцать дней.

Article 127.

Les diètes ne peuvent s'occuper que des objets compris dans leurs attributions ou dans les lettres de leur convocation.

Article 128.

Aucun membre des diètes ne peut pendant leur durée être arrêté, ni jugé par un Tribunal criminel, sans l'aveu de la Chambre, à laquelle il appartient.

Article 129.

Il dépend du Souverain de faire porter les projets de lois soit aux Chambres du Sénat, soit à celles des nonces. Sont exceptés néanmoins les projets de lois sur les finances, qui doivent passer préalablement aux Chambres des nonces.

Article 130.

L'envoi fait par le Souverain d'un projet de loi aux diètes, n'en opère ni l'approbation, ni la confirmation. En conséquence, les diètes ont la pleine faculté de discuter ces projets et d'émettre librement leur opinion quelle qu'elle soit.

Article 131.

Les deux Chambres des diètes délibèrent publiquement. Elles peuvent néanmoins se constituer en Comité particulier sur la demande du dixième des membres présents.

Статья 127.

Сеймы должны заниматься также тѣми предметами, кои завѣдыванію ихъ предоставлены или находятся означенными въ созывной грамотѣ.

Статья 128.

Никто изъ членовъ сеймовъ во время продолженія оныхъ не можетъ быть ни задержанъ, ни судимъ уголовнымъ судомъ безъ вѣдома той Палаты, которой онъ принадлежитъ.

Статья 129.

Отъ воли Государя зависитъ вносить проекты первоначально въ Сенатъ или въ посольскую палату. Изъ сего исключаются проекты законовъ финансовыхъ, которые имѣютъ быть предварительно взносимы въ палату земскихъ пословъ.

Статья 130.

Проекты, по высочайшей волѣ вносимые на сеймъ, не почитаются ни одобренными, ни утвержденными, почему и предоставляется сеймамъ полная свобода на счетъ оныхъ излагать свое мнѣніе.

Статья 131.

Обѣ палаты сеймовъ разсуждаютъ въ засѣданіяхъ своихъ при открытыхъ дверяхъ, т. е. въ присутствіи постороннихъ, коимъ входъ не возбраняется. По предложенію, однако же, десятой части наличныхъ членовъ, они могутъ составить изъ себя особенный комитетъ.

Article 132.

Les projets seront décidés à la majorité des suffrages. Les votes seront donnés à haute voix. Les projets, ainsi adoptés par une chambre, passeront à l'autre chambre, qui délibérera et statuera de la même manière. La parité des voix emporte l'admission du projet.

Article 133.

Un projet est adopté par une Chambre, ne peut être modifié par l'autre; il doit être simplement adopté ou rejeté.

Article 134.

Un projet adopté par les deux chambres est soumis à la sanction du Souverain.

Article 135.

Si le Souverain donne sa sanction, le projet est converti en loi et publié suivant le mode prescrit. Si le Souverain refuse sa sanction, le projet tombe.

CHAPITRE II.

Du Sénat.

Article 136.

Le Sénat se compose des Grands Ducs de la maison impériale et de toutes personnes, qui, après avoir satisfait aux conditions d'éligibilité requises, sont élevées à cette dignité par le Souverain. Les fonctions de sénateur sont à vie.

Статья 132.

Проекты во всѣхъ сеймахъ принимаются или отвергаются вслухъ. Проекты, большинствомъ голосовъ принятые въ одной палатѣ, поступаютъ въ другую, которая, послѣдуя тѣмъ же правиламъ, разсуждаетъ и рѣшаетъ. Въ случаѣ равенства голосовъ проектъ почитается принятымъ.

Статья 133.

Проектъ, принятый одною палатою, не можетъ быть преобразованъ другою. Онъ долженъ быть просто принятъ ею или отвергнутъ.

Статья 134.

Проектъ, принятый обѣими палатами, подносится на утвержденіе Государю.

Статья 135.

Если Государь утверждаетъ его, то онъ обращается въ законъ и обнародывается по учрежденному порядку. Если же Государь не соблаговолитъ его утвердить, то проектъ уничтожается.

ОТДѢЛЕНІЕ II.

О Сенатѣ.

Статья 136.

Сенатъ составляется изъ Великихъ Князей Императорскаго Дома и всѣхъ особъ, кои, удовлетворивъ требуемымъ условіямъ, возведены въ сенаторское достоинство Государемъ. Званіе сенатора сохраняется по смерть.

Article 137.

Le nombre des sénateurs est fixé par le Souverain; il ne doit pas dépasser le quart du nombre des nonces et des députés de tout l'Empire.

Article 138.

Le Sénat se divise en plusieurs départements, dont un siège à Saint-Pétersbourg et un autre à Moscou. Il siégera en outre un département du Sénat dans chaque chef-lieu de Lieutenance.

Article 139.

Pour pouvoir être élevé à la dignité de sénateur, il faut avoir atteint l'âge de trente cinq ans révolus, avoir subi les examens des grades inférieurs, avoir servi avec distinction dans les parties civiles ou militaires, et il faut jouir d'un revenu en immeubles de mille roubles d'argent. Sont exceptées de cette règle les premières nominations qui auront lieu en vertu de la présente Charte.

Article 140.

Les Grands Ducs de la maison impériale ont le droit de siéger et de voter au Sénat après avoir atteint l'âge de 18 ans révolus.

Статья 137.

Число сенаторовъ опредѣляется Государемъ. Оно не должно превосходить четвертой доли земскихъ пословъ и депутатовъ всего государства.

Статья 138.

Сенатъ раздѣляется на нѣсколько департаментовъ, изъ коихъ одинъ присутствуетъ въ Санктъ-Петербургѣ, а другой въ Москвѣ. Сверхъ сего, назначается для каждаго намѣстничества по одному департаменту, присутствующему въ главномъ мѣстопребываніи намѣстническаго начальства.

Статья 139.

Въ достоинство сенатора можетъ быть возведенъ токмо тотъ, который имѣетъ не менѣе 35 лѣтъ отъ роду, выдержалъ въ нижнихъ чинахъ предписанныя испытанія, отправлялъ съ похвалою должности по части военной или гражданской и получаетъ ежегоднаго дохода съ недвижимаго имѣнія, собственно ему принадлежащаго, не менѣе 1.000 рублей серебряною монетою. Изъ сего правила по необходимости исключаются первоначальныя назначенія, имѣющія послѣдовать въ силу сей Грамоты.

Статья 140.

Великіе Князья Императорскаго Дома, по совершеніи 18 лѣтъ, засѣдаютъ въ Сенатѣ и имѣютъ въ немъ голосъ.

Article 141.

Le Sénat pendant la diète forme la Chambre haute et il participe conjointement avec la Chambre des nonces au pouvoir législatif exercé par le Souverain.

Article 142.

Chaque département du Sénat sera présidé par celui de ses membres que le Souverain désignera, et en cas d'absence par le plus ancien en service.

Article 143.

Indépendamment de ses attributions législatives, le Sénat en a d'autres qui sont particulièrement déterminées.

Article 144.

Pour exercer ses attributions législatives, le Sénat ne peut se réunir que sur la convocation du Souverain et pendant la diète. Pour remplir ses autres devoirs, chaque département du Sénat est convoqué par son président au su du Lieutenant.

Article 145.

Le département du Sénat, siégeant à St.-Pétersbourg, auquel se réunissent au besoin d'autres sénateurs nommés par le Souverain, statue d'après la proposition du Souverain ou la réquisition des diètes sur la mise en jugement des sénateurs, des ministres, des chefs de departements, des lieutenants, des membres du Conseil d'État, des membres du Conseil

Статья 141.

Сенатъ во время Сейма образуетъ высшую палату и содѣйствуетъ купно съ посольскою палатою законодательной власти Государя.

Статья 142.

Каждый департаментъ Сената состоитъ подъ предсѣдательствомъ того изъ своихъ членовъ, котораго Государь на то изберетъ; въ отсутствіи же онаго подъ предсѣдательствомъ старшаго члена.

Статья 143.

Независимо отъ законодательныхъ дѣйствій, Сенатъ имѣетъ еще и другія обязанности, особенно опредѣленныя.

Статья 144.

Къ законодательнымъ дѣйствіямъ Сенатъ не иначе приступить можетъ, какъ по созыву отъ лица Государя и во время Сейма. Для совершенія же всѣхъ прочихъ обязанностей каждый департаментъ Сената созывается своимъ президентомъ съ вѣдома Государева намѣстника.

Статья 145.

Сенатскій департаментъ, присутствующій въ Санктъ-Петербургѣ (къ нему, смотря по нуждѣ, присоединяются и другіе сенаторы Государемъ призванные), опредѣляетъ по предложенію Государя или по жалобамъ Сеймовъ, Государемъ допущеннымъ, о преданіи суду сенаторовъ, министровъ, начальниковъ

dirigeant ou Comité des Ministres, des directeurs de départements et des secrétaires d'état, pour cause de prévarication dans l'exercice de leurs fonctions ou de toute autre action sujette à responsabilité.

Article 146.

Chaque département du Sénat statue définitivement dans chaque Lieutenance sur toutes les affaires qui concernent les assemblées de la noblesse et celles communales. En conséquence, il vérifie les certificats de noblesse, statue sur les droits d'admission aux assemblées et règle toutes les difficultés y relatives.

Article 147.

Enfin, les sénateurs désignés par le Souverain, exercent à tour de rôle les fonctions de juges dans les cours suprêmes de justice.

CHAPITRE III.

De la Chambre des nonces.

SECTION I.

Des Chambres des nonces dans les Diètes de Lieutenance.

Article 148.

Dans une Diète de Lieutenance la Chambre des nonces se compose de deux tiers des nonces et députés choisis par le Souverain, parmi ceux élus par les Assemblées nobles et communales du district, ainsi qu'il est exprimé en l'art. 102 ci-dessus.

управленія, намѣстниковъ, членовъ Общаго Собранія Государственнаго Совѣта и членовъ Правительнаго Совѣта или Комитета Министровъ, директоровъ департамента, государственныхъ докладчиковъ или статсъ-секретарей за злоупотребленія въ отправленіи ихъ должностей и всякія дѣйствія, подвергающія отвѣтственности.

Статья 146.

Каждый Сенатскій департаментъ окончательно рѣшаетъ въ каждомъ намѣстничествѣ по всѣмъ дѣламъ, касающимся до дворянскихъ собраній и собраній окружныхъ городскихъ обществъ. Вслѣдствіе чего повѣряетъ свидѣтельства о дворянствѣ, право къ засѣданію въ собраніяхъ и разрѣшаетъ всѣ затрудненія относительно сихъ предметовъ.

Статья 147.

Сенаторы, избранные Государемъ, исправляютъ, сверхъ сего, по очереди должность судей въ верховныхъ судахъ.

ОТДѢЛЕНІЕ III.

О палатѣ земскихъ пословъ.

РАЗРЯДЪ I.

О посольскихъ палатахъ намѣстническихъ сеймовъ.

Статья 148.

Палата намѣстническаго сейма составляется по назначенію Государя изъ двухъ третей пословъ и депутатовъ, избранныхъ уѣздными дворянскими собраніями и гражданскими обществами, какъ сказано выше въ ст. 102.

Article 149.

Dans une Diète de Lieutenance la Chambre des nonces est renouvelée à chaque session par moitié. En conséquence et pour la première fois seulement, on déterminera par la voie du sort les membres qui devront sortir pour être remplacés lors de la seconde session. Ainsi, une moitié ne restera en fonction que pendant trois ans et l'autre moitié pendant six ans. Néanmoins, les membres sortis par la voie du sort, pourront être réélus.

Article 150.

A la seconde session de la Diète de Lieutenance et successivement, ce ne sera plus le sort, mais l'ancienneté qui désignera les membres qui devront sortir, pour être remplacés lors de la session suivante. Les membres sortis pourront être réélus.

Article 151.

Il sera procédé de la même manière que celle exprimée aux deux articles précédents, pour les Chambres des nonces des diètes centrales.

SECTION II.

De la Chambre des nonces dans la Diète Générale.

Article 152.

La Chambre des nonces se compose dans la diète générale des nonces et députés, choisis par le Souverain parmi ceux élus dans chaque diète de Lieutenance, ainsi qu'il est dit en l'art. 114 ci-dessus.

Article 153.

Dans la Diète Générale la Chambre des nonces est renouvelée à chaque session par moitié. En conséquence et pour

Статья 149.

Половинное число членовъ посольской палаты намѣстническаго сейма возобновляется при каждомъ новомъ сеймѣ. Вслѣдствіе чего единственно на первый разъ члены выходятъ по жребію. Такимъ образомъ, одна половина остается въ званіи своемъ три года, а другая шесть лѣтъ. Члены, вышедшіе по жребію, могутъ быть вновь избраны.

Статья 150.

На послѣдующихъ сеймахъ намѣстничествъ члены выходятъ уже не по жребію, но по старшинству. Члены вышедшіе могутъ вторично быть избраны.

Статья 151.

То же самое, что изображено въ предыдущихъ двухъ статьяхъ, наблюдается и въ палатахъ столичныхъ сеймовъ.

РАЗРЯДЪ II.

О посольской палатѣ Общаго Государственнаго Сейма.

Статья 152.

Посольская палата Общаго Государственнаго Сейма составляется, какъ выше сказано (ст. 114), по назначенію Государя изъ числа избранныхъ на сеймахъ намѣстничества пословъ и депутатовъ.

Статья 153.

Половинное число членовъ Общаго Государственнаго Сейма возобновляется при каждомъ новомъ

la première fois seulement on déterminera par la voie du sort les membres qui devront sortir pour être remplacés lors de la seconde session. Ainsi, une moitié ne restera en fonction que pendant cinq ans, et l'autre moitié pendant dix ans. Néanmoins, les membres sortis pourront être réélus.

Article 154.

A la seconde session de la diète générale et successivement, ce ne sera plus le sort, mais l'ancienneté qui désignera les membres qui devront sortir pour être remplacés lors de la session suivante. Les membres sortis pourront être réélus.

SECTION III.

Dispositions communes aux Chambres des nonces.

Article 155.

Pour pouvoir être élu membre d'une Chambre des nonces, il faut avoir atteint l'âge de trente ans révolus, jouir de ses droits de citoyen et payer en contributions foncières ou autres la quantité qui sera déterminée dans chaque Lieutenance d'après les localités et la population.

Article 156.

Aucun fonctionnaire public, civil ou militaire, ne peut être choisi membre de la Chambre des nonces, sans qu'il ait préalablement obtenu le consentement de l'autorité dont il dépend.

Article 157.

Si un nonce ou un député, qui, avant son élection, n'exerçait aucun emploi salarié par le trésor public, en accepte depuis, il doit être remplacé par un autre.

сеймѣ. Вслѣдствіе чего и единственно на первый разъ члены выходятъ по жребію. Такимъ образомъ, одна половина пословъ и депутатовъ остается въ званіи своемъ пять, а другая десять лѣтъ. Вышедшіе члены могутъ быть вновь избраны.

Статья 154.

На послѣдующихъ Общихъ Государственныхъ Сеймахъ члены палаты выходятъ уже не по жребію, но по старшинству.

РАЗРЯДЪ III.

Распоряженія общія всѣмъ посольскимъ палатамъ.

Статья 155.

Въ члены посольской палаты можетъ быть избранъ токмо тотъ, которому исполнилось уже 30 лѣтъ, кто пользуется правами гражданина и платитъ поземельныя и всякія другія подати не менѣе той суммы, которая во всякой намѣстнической области будетъ для сего опредѣлена, смотря по мѣстнымъ обстоятельствамъ и народонаселенію.

Статья 156.

Никакой чиновникъ, ни военный, ни гражданскій, не можетъ быть избираемъ въ члены посольской палаты, не получивъ предварительнаго на то согласія отъ своего начальства.

Статья 157.

Если кто изъ пословъ и депутатовъ до избранія своего не находился при должности на казенномъ жалованьи и приметъ оную уже по избраніи, то таковой долженъ быть замѣщенъ новымъ членомъ.

Article 158.

Le Souverain ou son Lieutenant, par ses ordres, a le droit de dissoudre la Chambre des nonces. S'il use de ce droit, les Chambres se séparent, et il est procédé, sur la convocation du Souverain, à de nouvelles élections.

CHAPITRE IV.

Des Diètines ou Assemblées de la noblesse.

Article 159.

Les nobles, propriétaires de chaque district, réunis en diétines, choissent trois nonces pour la diète. Ils procèdent ensuite aux autres élections qui leur sont attribuées par les statuts ou réglements spéciaux.

Article 160.

Les diétines ne peuvent se réunir que sur la convocation, faite par ordre du Souverain. Cette convocation fixe le jour, la durée et l'objet des délibérations de l'assemblée.

Article 161.

Aucun noble ne peut être admis à voter en diétine s'il n'est inscrit dans le livre civique de noblesse du district, s'il ne jouit de ses droits de citoyen, s'il n'est agé de vingt cinq ans accomplis et s'il n'est propriétaire foncier.

Статья 158.

Государь или, вслѣдствіе высочайшаго повелѣнія, Его намѣстникъ имѣетъ право распустить посольскія палаты. Въ такомъ случаѣ палаты расходятся и, по послѣдовавшимъ созывамъ, приступаютъ къ новымъ выборамъ.

ОТДѢЛЕНІЕ IV.

О дворянскихъ собраніяхъ или сеймикахъ.

Статья 159.

Дворяне каждаго уѣзда, владѣющіе собственными недвижимыми имѣніями, составляютъ между собою дворянскія собранія, на которыхъ избираютъ трехъ земскихъ пословъ. Послѣ чего приступаютъ къ другимъ выборамъ, особенными учрежденіями имъ предоставленнымъ.

Статья 160.

Дворянскія собранія не иначе съѣзжаться могутъ, какъ въ силу созыва, по высочайшей волѣ послѣдовавшаго. Въ семъ созывѣ означаются день съѣзда, время продолженія собранія и предметъ его занятій.

Статья 161.

Никто изъ дворянъ не можетъ имѣть голоса въ дворянскомъ собраніи, буде не записанъ въ дворянскую книгу своего уѣзда, не пользуется правами гражданина, не достигъ 25 лѣтъ и не владѣетъ недвижимымъ имѣніемъ.

Article 162.

Le livre des nobles du district est formé suivant l'ordre prescrit. Ce livre sera soumis à l'examen et l'approbation du département du Sénat dans le chef-lieu de Lieutenance.

Article 163.

Les diétines sont présidées par un maréchal nommé par le Souverain ou par Ses Lieutenants, s'il leur en donne le pouvoir.

Article 164.

Les diétines se forment en comités particuliers pour rédiger leur cahier d'observations et réclamations, tant sur les abus d'autorité et d'administration, dont ils ont acquis des preuves incontestables, qu'ils joignent, que sur tout ce, qui peut intéresser ou accroître la sûreté et la prospérité des habitants de toutes les classes du district. Le cahier est signé des membres de l'assemblée, mis sous enveloppe, cacheté de cinq empreintes différentes, adressé à la diète de Lieutenance et confié aux nonces élus, qui le remettent, séance tenante, au maréchal de la diète qui en donne récépissé et en est responsable. Les diétines conservent les originaux de leurs cahiers.

CHAPITRE V.
Des assemblées communales.

Article 165.

Les assemblées municipales qui se réunissent tous les trois

Статья 162.

Книга уѣздныхъ дворянъ составляется по учрежденному и впредь учредиться имѣющемуся порядку и вносится на разсмотрѣніе и утвержденіе Сенатскаго департамента, присутствующаго въ мѣстопребываніи намѣстническаго начальства.

Статья 163.

Дворянскія собранія или сеймики состоятъ подъ предсѣдательствомъ предводителя, назначеннаго Государемъ или Государевымъ намѣстникомъ, буде онъ на то уполномоченъ.

Статья 164.

Дворянскія собранія или сеймики составляютъ изъ среды своей особенный комитетъ для сочиненія наказа, заключающаго въ себѣ жалобы, ежели бы встрѣтиться могло, на злоупотребленіе власти, съ присовокупленіемъ ясныхъ тому доводовъ и представленій о всемъ, что къ увеличенію благосостоянія всѣхъ жителей того уѣзда служить можетъ. Сей наказъ подписывается членами собранія, вкладывается въ пакетъ за разными печатями, надписывается на имя сейма намѣстничества и вручается избраннымъ земскимъ посламъ. Они въ полномъ присутствіи отдаютъ его предводителю Сейма, который въ полученіи росписывается и за цѣлость онаго отвѣчаетъ. Подлинники тѣхъ наказовъ сохраняются при дѣлахъ дворянскаго собранія.

ОТДѢЛЕНІЕ V.

О собраніяхъ Окружныхъ Городскихъ Обществъ.

Статья 165.

Градскія общества, которыя въ силу Городового

ans, en vertu de Réglement concernant les villes, en date du $\frac{21.\text{ Avril}}{2.\text{ Mai}}$ 1785, pour procéder aux élections qui y sont prescrites et pour présenter au gouverneur le tableau de leurs besoins, se constitueront en assemblée communale, d'après le mode qui sera prescrit, tant par ces présentes, que par les statuts organiques, à l'effet de nommer, pour le district, trois députés à la diète.

Article 166.

Sont admis aux assemblées communales pour l'élection des députés:

1°. Les habitants domiciliés dans la ville chef-lieu, qui y sont propriétaires des maisons ou de tout autre immeuble, ainsi que les citoyens non nobles, propriétaires des maisons ou autres immeubles, qui habitent dans l'intérieur du district.

2°. Toutes les classes connues sous le titre de citoyens ou bourgeois distingués, comme les savants munis de patentes des académies ou des universités; les artistes des trois arts principaux — l'architecture, la sculpture et la peinture, les banquiers, capitalistes et propriétaires de navires.

3°. Les négociants et marchands de deux premières guildes.

4°. Les chefs d'ateliers.

Article 167.

Tous les israélites, sans exception, encore qu'ils soient inscrits dans les guildes et propriétaires, sont exclus des assemblées communales et de toute participation à l'exercice des droits politiques.

Article 168.

Dans les villes dont la population excède huit mille âmes, les capitales exceptées, il sera ouvert pour l'élection des députés à la diète, une assemblée communale par section de ville

Положенія собираются каждые три года для учиненія выборовъ и представленія губернатору о своихъ нуждахъ и пользахъ, имѣютъ составить Окружное Градское Общество, на основаніи какъ нижеслѣдующихъ статей, такъ и образовательнаго учрежденія, для выбора отъ окружного общества трехъ депутатовъ на Сеймъ.

Статья 166.

Къ выбору депутатовъ отъ окружнаго градского общества допускаются: 1) Настоящіе обыватели города, имѣющіе въ немъ дома или иныя строенія, мѣста или земли, равно какъ и обыватели не изъ дворянъ, жительствующіе внѣ города, но въ томъ же уѣздѣ, къ которому городъ принадлежитъ, и имѣющіе въ семъ уѣздѣ домъ или другую недвижимую собственность. 2) Всѣ состоянія, извѣстныя подъ именемъ именитыхъ гражданъ, какъ-то: ученые, имѣющіе академическіе или университетскіе аттестаты, художники трехъ главныхъ художествъ — архитектуры, живописи и скульптуры, банкиры, капиталисты и кораблехозяева. 3) Купцы первыхъ двухъ гильдій, и 4) Цеховые мастера.

Статья 167.

Всѣ евреи, не исключая и тѣхъ, кои записаны въ гильдіи или имѣютъ недвижимую собственность, участія въ собраніяхъ окружныхъ градскихъ обществъ не имѣютъ.

Статья 168.

Въ городахъ, въ которыхъ числится болѣе 8 000 жителей, исключая столицъ, составляются, для выбора депутатовъ на сеймъ, собранія градского обще-

ou siège dans laquelle seront admises les diverses classes de citoyens désignés en l'art. 166 ci-dessus, qui habiteront dans la section. Elles procédéront à la nomination de trois électeurs destinées à former l'assemblée générale de la commune. Cette assemblée, composée de tous les électeurs nommés dans les sections, procédéra à la nomination de trois députés à la diète. Elle exercera en outre les autres attributions qui pourront lui être conférées par les statuts ou réglements spéciaux.

Article 169.

Dans les villes dont la population ne s'élèvera qu'à huit mille âmes et au dessous, les assemblées communales, composées ainsi qu'il est dit en l'art. 166 ci-dessus, procédéront directement à la nomination de trois députés à la diète, sans le concours d'électeurs.

Article 170.

A l'égard des capitales de St.-Pétersbourg et de Moscou, il sera ouvert une assemblée communale par chaque section de ville ou siège. Chacune d'elles nommera un député à la diète.

Article 171.

Nul ne peut être admis à voter dans les assemblées communales, s'il n'est inscrit dans le livre civique communal, s'il ne jouit de ses droits de citoyen, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis.

Article 172.

Le livre des votans admis aux assembles communales sera formé dans l'ordre prescrit par les maires ou magistrats des villes chef-lieux et soumis à l'approbation du département du Sénat.

ства, въ каждой части города, къ которымъ допускаются обыватели всѣхъ означенныхъ въ ст. 166 состояній, жительствующіе въ той части города. Въ сихъ частныхъ собраніяхъ выбираются три глас ные, назначаемые въ общее градское собраніе. Общее собраніе, составленное изъ всѣхъ гласныхъ, выбранныхъ въ собраніяхъ, по городскимъ частямъ производившихся, приступаетъ къ выбору трехъ депутатовъ на Сеймъ. Засимъ совершаются отъ онаго всѣ прочія дѣлопроизводства въ силу особенныхъ постановленій, ему предоставленныхъ.

Статья 169.

Въ городахъ, въ которыхъ числится не болѣе 8.000 жителей и менѣе сего, градское общество приступаетъ безъ посредства гласныхъ къ выбору трехъ депутатовъ на Сеймъ, на основаніи ст. 166.

Статья 170.

Въ столицахъ же Санктъ-Петербургѣ и Москвѣ составляется собраніе градского окружнаго общества по частямъ, и отъ каждой градской части назначается по одному депутату на Сеймъ.

Статья 171.

Въ собраніе градского общества имѣетъ голосъ токмо тотъ, кто записанъ въ градскую обывательскую книгу, пользуется гражданскими правами и имѣетъ не менѣе 25 лѣтъ отъ роду.

Статья 172.

Книга обывательская, содержащая имена лицъ, имѣющихъ право подавать голосъ въ собраніяхъ градского окружнаго общества, составляется учрежденнымъ порядкомъ въ городскихъ думахъ или ма-

Article 173.

Les assemblées communales d'élection des députés seront présidées par un maréchal nommé par le Souverain ou par ceux, auxquels il en déléguera le pouvoir.

Article 174.

Les assemblées communales se formeront en comité particulier, pour rédiger leur cahier d'observations et réclamations sur les abus d'autorité et d'administration et sur tous les objets qui pourront intéresser les habitants de l'arrondissement, en observant de n'exposer que des faits constatés et prouvés et de ne porter et n'admettre que des plaintes justes et fondées. Leur cahier sera cacheté, confiée aux députés et par eux remis, ainsi qu'il est dit ci-dessus, art. 164, à l'égard des diétines.

Titre V.

De l'ordre judiciaire.

CHAPITRE I.

Des tribunaux en général.

Article 175.

Les tribunaux et les juges exercent leurs fonctions conformément aux lois et indépendamment de toute influence des autorités.

Article 176.

Cependant, comme l'action des tribunaux doit être fondée sur l'exécution positive et textuelle des lois, ils sont respon-

гистратахъ и представляется въ Сенатскій департаментъ на утвержденіе.

Статья 173.

Въ окружныхъ городскихъ собраніяхъ предсѣдательствуетъ городской окружный голова, назначенный отъ Государя Императора или отъ того начальства, которому сіе назначеніе высочайшею волею поручено будетъ.

Статья 174.

Окружныя городскія общества составляютъ изъ своей среды особенные комитеты для сочиненія наказовъ, заключающихъ въ себѣ, если бы встрѣтиться могло, жалобы на отягощеніе и злоупотребленіе власти, основанныя на ясныхъ доказательствахъ, и представленія о пользахъ и нуждахъ всѣхъ состояній окружнаго градского общества. Сіи наказы вручаются депутатамъ запечатанные, а отъ нихъ представляются, какъ сказано выше (ст. 164) о сеймикахъ или дворянскихъ собраніяхъ.

Глава V.

О судебной власти.

ОТДѢЛЕНІЕ I.

О судахъ вообще.

Статья 175.

Суды и лица, носящія званіе судей, въ отправленіи обязанности, на нихъ возложенной, дѣйствуютъ по законамъ и независимо ни отъ какой власти.

Статья 176.

Но поелику дѣйствіе судовъ должно быть основано на точной силѣ законовъ, то всякое отступле-

sables de toutes violations ou interprétations arbitraires des dites lois et de tous abus, délits ou contraventions par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 177.

Les tribunaux se composent des juges nommés par le Souverain, d'après les règles établies sur les examens et des juges élus conformément aux réglements spéciaux.

Article 178.

Aucun juge ne peut être destitué que pour forfaiture jugée par un tribunal compétent. Les cas de suspension seront déterminés dans l'organisation judiciaire.

Article 179.

La discipline sur les juges, ainsi que la répression des prévarications par eux commises, est attribuée aux cours suprêmes et au ministère de la justice.

CHAPITRE II.

Des cours suprêmes de justice.

SECTION I.

De la haute cour suprême de justice de l'Empire.

Article 180.

Il y aura une haute cour suprême de justice de l'Empire, composée d'un président, de sénateurs et autres personnes, nommées par le Souverain.

ніе отъ словъ закона и самопроизвольное толкованіе оныхъ, равно какъ и каждое злоупотребленіе судейской власти и выступленіе изъ предѣловъ, ей предписанныхъ, подвергаютъ отвѣтственности и взысканіямъ.

Статья 177.

Суды составляются изъ судей, опредѣленныхъ Государемъ согласно съ предписанными правилами о испытаніи, и изъ судей, выбранныхъ согласно съ существующими по сему предмету особенными постановленіями.

Статья 178.

Судья не иначе отъ должности отрѣшается, какъ за противозаконный поступокъ и вслѣдствіе производившагося надъ нимъ законнымъ порядкомъ суда. Случаи удаленія отъ должности будутъ опредѣлены въ учрежденіи о судахъ.

Статья 179.

Наблюденіе за точнымъ исполненіемъ должности, равно какъ и отвращеніе всѣхъ злоупотребленій, по судебнымъ мѣстамъ, подлежитъ вѣдомству верховныхъ судовъ и министерства юстиціи.

ОТДѢЛЕНІЕ II.

О верховныхъ судахъ.

РАЗРЯДЪ I.

О верховномъ государственномъ судѣ.

Статья 180.

Учреждается верховный государственный судъ, составленный изъ предсѣдателя, сенаторовъ и другихъ особъ, засѣдающихъ въономъ по назначенію Государя Императора.

Article 181.

Il sera placé près de la haute cour un procureur général, ayant caractère d'accusateur public.

Article 182.

La haute cour connaîtra de tous les crimes d'état et de tous les délits commis par les grands fonctionnaires, dont la mise en jugement est attribuée au Sénat par l'art. 145. Chap. II du Tit. IV et à l'assemblée générale du Conseil d'État, par l'art. 42, Chap. II du Tit. II.

Article 183.

La haute cour siégera dans la capitale de Saint-Pétersbourg ou se réunira dans tout autre lieu sur la convocation du Souverain. Elle n'aura que des sessions temporaires.

Article 184.

La haute cour prononcera en dernier ressort; mais ses jugements ne pourront être exécutés qu'après avoir été soumis à l'approbation du Souverain.

SECTION II.

Des cours suprêmes de justice dans les Lieutenances.

Article 185.

Il y aura dans chaque chef-lieu de Lieutenance une cour suprême de justice. Elle sera composée des sénateurs désignés par le Souverain qui y siégeront à tour de rôle, et des juges choisis parmi les présidents des cours d'appel.

Статья 181.

При семъ верховномъ государственномъ судѣ опредѣляется генералъ-прокуроръ въ качествѣ государственнаго преслѣдователя за преступленія.

Статья 182.

Вѣдомству верховнаго государственнаго суда подлежитъ изслѣдованіе и наказаніе за всѣ преступленія въ оскорбленіи Величества, за преступленія противъ государства и всѣ противозаконные поступки высшихъ чиновниковъ, коихъ преданіе суду зависитъ отъ Сената (въ силу ст. 145) и отъ Общаго Собранія Государственнаго Совѣта (въ силу ст. 42).

Статья 183.

Верховный Государственный Судъ имѣетъ присутствовать въ столичномъ городѣ Санктъ-Петербургѣ, буде не послѣдуетъ высочайшаго повелѣнія созвать его въ другомъ мѣстѣ.

Статья 184.

Приговоры Верховнаго Государственнаго Суда суть окончательные, но исполненіе по нимъ не чинится безъ высочайшаго утвержденія.

РАЗРЯДЪ II.

О верховномъ судѣ намѣстнической области.

Статья 185.

Въ каждомъ намѣстничествѣ въ мѣстѣ пребыванія намѣстническаго совѣта учреждается верховный судъ намѣстнической области. Оный составляется изъ извѣстнаго числа сенаторовъ, назначенныхъ Государемъ для засѣданія въ ономъ, по очереди, и изъ непремѣнныхъ судей, поступающихъ въ оный, изъ предсѣдателей апелляціонныхъ судовъ.

Article 186.

La cour suprême de justice connaîtra de toutes les causes en matière civile criminelle et correctionelle, qui y seront portées par voie de cassation ou révision des cours d'appel et autres tribunaux inférieurs de Lieutenance, hors les causes qui sont de la compétence de la haute cour de justice de l'Empire.

Article 187.

Les jugements de la cour suprême de justice de Lieutenance seront rendus en dernier ressort, et elle statuera sur le fond des affaires, sans renvoyer à d'autres tribunaux.

CHAPITRE III.

Des cours d'appel et des tribunaux inférieurs.

Article 188.

Les cours criminelles et civiles d'appel (Ougolovna palata i gragedanska palata),

Les tribunaux de la cour dans les capitales (Nadwornie soudi),

Ceux criminels et civils de première instance (Ujesdni soud i gorodskoi magistrat),

Les tribunaux de commerce, les juges de paix, les tribunaux de conscience et toutes autorités judiciaires seront organisés ou modifiés par un réglement spécial, d'après les principes consacrés par la présente Charte.

Titre VI.

Dispositions générales.

Article 189.

La présente Charte Constitutionnelle et les principes qu'elle

Статья 186.

Вѣдомству верховнаго суда подлежатъ всѣ судныя дѣла гражданскія, уголовныя и слѣдственныя, переносимыя въ оный изъ гражданскихъ и уголовныхъ палатъ и другихъ низшихъ судебныхъ мѣстъ намѣстнической области, за исключеніемъ тѣхъ дѣлъ, кои подлежатъ разбирательству верховнаго государственнаго суда.

Статья 187.

Рѣшенія и приговоры верховнаго суда намѣстнической области окончательны, исключая въ дѣлахъ, касающихся преступленій противъ Императорскаго Величества и государства, которыя отсылаются на разсмотрѣніе въ верховный государственный судъ.

ОТДѢЛЕНІЕ III.

Объ апелляціонныхъ и низшихъ судахъ.

Статья 188.

Апелляціонные суды по дѣламъ уголовнымъ и гражданскимъ (палата уголовныхъ дѣлъ и палата гражданскихъ дѣлъ и надворные суды въ столицахъ), суды первой инстанціи по дѣламъ уголовнымъ и гражданскимъ (уѣздные суды и городовые магистраты), коммерческіе, совѣтные и мировые суды, равно какъ и другіе суды, въ коихъ окажется надобность, будутъ устроены особенными постановленіями сообразно съ сею Государственною Уставною Грамотою.

Глава VI.

Общія постановленія.

Статья 189.

Дополнительныя объясненія къ Государственной

a consacrés, seront développés par des statuts organiques ou réglements spéciaux.

Article 190.

Des ordonnances particulières désigneront successivement les provinces et gouvernements, qui après avoir été réunis en lieutenances, seront admis à l'exercice des droits politiques.

Article 191.

Toutes les lois, ukases et réglements antérieurs, qui sont contraires aux dispositions des présentes, sont annulés et abrogés.

Croyant dans notre conscience que les dispositions fondamentales ci-dessus répondent à Nos vues paternelles, qui ont pour objet d'assurer la prospérité et le bonheur de toutes les classes de Nos sujets, ainsi que l'inviolabilité de leurs personnes et de leurs propriétés, et de maintenir la plénitude de leurs droits civils et politiques, Nous leur avons donné et donnons la présente charte que Nous considérons pour Nous et Nos successeurs comme loi fondamentale et constitutionnelle de Notre Empire, Nous réservant de la compléter, et enjoignons à toutes les autorités publiques de concourrir à son exécution.

Donné à . . .

Уставной Грамотѣ и къ законнымъ основаніямъ, въ ней содержащимся, изложены будутъ въ образовательныхъ учрежденіяхъ и въ частныхъ установленіяхъ.

Статья 190.

Послѣдующіе указы назначатъ тѣ губерніи и области, которыя имѣютъ быть соединены въ намѣстничества и пользоваться политическими правами, въ народномъ представительствѣ заключающимися.

Статья 191.

Всѣ прежніе законы, указы, уставы, противные сей Грамотѣ, отмѣняются.

Убѣдившись въ совѣсти, что вышеизложенныя коренныя постановленія соотвѣтствуютъ отеческимъ Нашимъ желаніямъ утвердить благосостояніе и спокойствіе любезныхъ Нашихъ вѣрноподанныхъ, основать неприкосновенность ихъ лицъ и собственности и охранить ненарушимость ихъ правъ гражданскихъ и политическихъ, Мы жалуемъ имъ сію Уставную Грамоту, которую признаемъ за Себя и преемниковъ Нашихъ кореннымъ и уставнымъ закономъ Нашего государства, предоставляя себѣ оную дополнять, и повелѣваемъ всѣмъ государственнымъ властямъ содѣйствовать ея исполненію.

ОГЛАВЛЕНІЕ.

ГЛАВА V.

О судебной власти.

ГЛАВА VI.

Общія постановленія.

TABLEAU SOMMAIRE

des matières qui entreront dans les livres II et III du projet du règlement organique.

LIVRE SECOND.

De l'administration.

Titre I.

Dispositions préliminaires.

La loi consacre les principes suivants:

1°. l'administration générale attribuée au Souverain se concentre néanmoins dans le conseil d'administration ou Comité des Ministres.

2°. Les lieutenants et les conseils d'administration sont considérés comme le centre exécutif de l'administration dans leurs arrondissements respectifs.

3°. Les gouverneurs civils et les conseils près d'eux sont considérés comme le centre intermédiaire exécutif de l'administration.

4°. Les autorités inférieures forment, chacune à son égard, le centre local exécutif de l'administration.

Titre II.

Des autorités administratives.

Ce titre classe ces autorités à partir du lieutenant jusqu'au tarssota et il les constitue et compose.

Titre III.

Des devoirs et attributions des divers fonctionnaires de l'administration, les ministres exceptés.

CHAPITRE I.

Des devoirs et attributions des Lieutenants.

CHAPITRE II.

Des devoirs et attributions des conseillers de Lieutenance.

CHAPITRE III.

Du mode de procéder en conseil d'administration et des affaires qui lui sont attribuées.

Ce chapitre est complet, il contient des objets de forme.

CHAPITRE IV.

Des relations du Lieutenant etc.

1. Section.

Avec les autorités qui lui sont supérieures.

2. Section.

Avec les autorités qui lui sont subordonnées.

CHAPITRE V.

Des attributions des gouverneurs et vice-gouverneurs.

Les gouverneurs conservent leurs attributions actuelles, sauf les modifications qui y seront apportées.

La loi consacre le principe de diviser la partie administrative de celle judiciaire. En conséquence, les gouverneurs ni les régences ne connaîtront plus des actions judiciaires relatives à l'exécution d'un titre authentique ou au payement de simples billets et promesses. Il est dérogé à cet égard aux dispositions de l'art. 97, chap. V du règlement de 1775 sur les gouvernements.

Le principe souffre deux exceptions:

1°. Relativement à la police judiciaire.

2°. Aux faits de police simple et rurale, dont la connaissance est attribuée aux maires ou préfets de ville, par la raison qu'ils sont plus rapprochés des administrés.

CHAPITRE VI.

Des devoirs et attributions des conseillers de gouvernement.

CHAPITRE VII.

Du mode de procéder en conseil de Gouvernement. Objets de forme modelés sur les conseils de Lieutenance.

CHAPITRE VIII.

Des administrations de district.

1°. Elles sont composées du capitaine-isprawnik, qui préside, et de quatre ou six assesseurs.

2°. Pour diminuer l'autorité des capitaines-isprawniks et les abus qui en résultent, ils n'ont pas la faculté de décider seuls, comme les lieutenants et gouverneurs; au contraire, les assesseurs ont voix délibérative.

3°. Mais ont établit le principe que les objets de simple exécution, ne peuvent être mis en délibération, si ce n'est sur le meilleur mode d'accélérer.

CHAPITRE IX.

Des maires ou administrations municipales.

1°. Leurs attributions sont fixées, tant sous le rapport de l'administration et l'exécution des ordres qui leur sont donnés ou transmis que sous le rapport de la police.

2°. Les principes en matière de police sont établis de la manière suivante:

La police est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété et la sûreté individuelle.

Son caractère principal est la vigilance; la société, considérée en masse est l'objet de sa sollicitude.

Elle se divise en police administrative et en police judiciaire.

La police administrative est celle, qui a pour objet le maintien habituel de l'ordre dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend à prévenir les délits.

La police judiciaire a pour objet la recherche des crimes, délits et contraventions; elle en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux, chargés de les punir.

La police se distingue en outre en police simple, en police rurale est en police correctionnelle.

Suivent les délits et contraventions:

1° de police simple;

2° de police rurale;

3° de police correctionnelle.

Enfin, ce chapitre termine par fixer les principes sur le mode de procéder dans ces differents cas.

CHAPITRE X.

Des chefs administratifs de canton et des starostis.

SECTION I.

Des chefs de canton.

Ils sont les intermédiaires directs des relations entre les administrations de district et les starostis.

Ils exercent tous les objets de surveillance qui intéressent l'ordre, la sûreté, la tranquillité publique et l'harmonie entre les habitants. Ils surveillent l'agriculture et tous les travaux de la campagne.

Tous les objets d'administration intérieure entrent dans leurs attributions.

Ils contribuent à la levée des recrues, surveillent les abus assurent les approvisionnements et les besoins des recrues, pour se rendre à leur destination.

Ils font exécuter les transports et convois militaires, etc. etc. Ils peuvent faire arrêter les déserteurs, vagabonds, gens sans aveu ou perturbateurs de l'ordre public, à la charge de les renvoyer sans délai à l'autorité compétente.

Il y aura près des chefs des cantons des porteurs d'ordre, qui seront employés de manière à faire parvenir dans le même jour ou, au plus tard, dans les 24 heures, les ordres et communications dans toute l'étendue du canton etc.

Les chefs de cantons ne seront pas salariès; il leur sera accordé quelques frais de bureau, qui comprendront les gages des porteurs d'ordre, ce qui passera en charges locales.

Les cas de maladies contagieuses ou de toute autre calamité sont prévus.

SECTION II.

Des starostis.

1°. Ils continuent d'exercer les mêmes attributions et de remplir les mêmes devoirs.

2°. Ils rendent compte aux chefs de canton.

3°. Dans les cas d'entraves ou de difficultés ils se dirigent par leurs conseils etc. etc.

Titre IV.

De la responsabilité.

CHAPITRE I.

De la responsabilité en général.

1°. Partout on a parlé de la responsabilité des ministres et des fonctionnaires; mais on s'est peu occupé des moyens d'atteindre les personnes responsables.

2°. Les principes admis ici rempliront ce but important.

La responsabilité, suivant les cas, frappe sur l'emploi du fonctionnaire, sur sa personne ou sur ses biens et quelquefois sur le tout ensemble.

Dans les cas de négligence, d'inaptitude, inconduite, inexactitude ou incapacité, sans dommage causé, le fonctionnaire peut être révoqué de ses fonctions, sans autre peine. S'il y a dommage causé, il est renvoyé au tribunal civil de première instance de son domicile, qui prononce, sauf l'appel, sur les restitutions et indemnités qui peuvent être dues soit à la couronne, soit à toute partie lésée.

La révocation ne prive pas le fonctionnaire, contre lequel elle est prononcée, de pouvoir être employé ailleurs.

Mais dans le cas d'abus d'autorité, d'empiétement sur les attributions des autres autorités, d'exactions, concussions, vénalité, déni de justice, et de tout autre crime, délit, contravention et prévarication quelconque, commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont d'abord suspendus, mis ensuite en jugement et destitués par l'autorité administrative qui en a le pouvoir, s'ils ne sont pas acquittés par celle judiciaire devant laquelle ils ont été traduits.

CHAPITRE II.

De la responsabilité en particulier.

Section 1.

De celle des Lieutenants, conseillers et directeurs des actes et de chancellerie.

Les cas sont fixés relativement à chacun d'eux.

Section 2

De la responsabilité des gouverneurs, vice-gouverneurs, conseillers et directeurs des actes.

Les cas sont fixés relativement à chacun d'eux.

Section 3.

De la responsabilité des administrations des districts, capitaines-isprawniks et autorités inférieures.

Les cas sont fixés relativement à chacun d'eux.

CHAPITRE III.

Du mode de procéder en matière de responsabilité.

Objets de forme, dont l'exécution sera aussi prompte que facile.

CHAPITRE IV.

Du mode de contrainte pour l'exécution des ordres et communications.

1°. A l'égard des autorités supérieures et intermédiaires, l'envoi de commissaires à leurs frais.

2°. A l'égard de celles inférieures et locales, des exécutions.

LIVRE TROISIÈME.

De l'ordre judiciaire.

Titre I.

Dispositions générales.

L'ordre judiciaire est constitutionnellement indépendant. Néanmoins, les tribunaux et les juges, en jouissant de la faculté d'émettre librement leur opinion hors du jugement, sont formellement assujettis à l'exécution positive et textuelle des lois et ils peuvent être valablement recherchés et poursuivis dans tous les cas de violation, d'application fausse ou évidemment énoncée, d'interprétation arbitraire ou par induction, dans les cas d'abus de pouvoir et d'autorité, d'extension, ou d'empiétement d'attributions, de déni de justice et de toute autre prévarication, crime ou délit qui donne lieu à partie ou forfaiture.

Les tribunaux supérieurs se composent de juges nommés par le Souverain.

Ceux de première instance et de commerce se composent de juges nommés par le Souverain, et de juges choisis et élus conformément aux dispositions des statuts et règlements spéciaux.

Les juges nommés par le Souverain sont inamovibles et à vie.

Ceux élus sont inamovibles pour le temps de la durée de leurs fonctions.

La discipline sur les juges nommés et élus est attribuée aux cours suprêmes de justice.

La haute cour nationale et les cours suprêmes de justice seront salariées par le trésor public.

Les autres tribunaux civils et criminels — par les justiciables en charges locales.

Les tribunaux de commerce — par les marchands.

Titre II.
Des tribunaux.

CHAPITRE I.
De la haute cour nationale.

Elle sera composée des sénateurs et d'autres personnes choisies par le Souverain au nombre de trente, non compris le président, un procureur impérial et un substitut.

Elle connaîtra de tous les crimes d'état et de tous les délits commis par les grands fonctionnaires, dont la mise en jugement est attribuée au Sénat et à l'assemblée générale du Conseil d'État. Elle connaîtra de tous les autres crimes et délits dont la connaissance lui sera attribuée par le Souverain.

Elle ne sera pas permanente, mals elle se réunira à diverses époques, pour un temps limité, sur la convocation du Souverain.

Néanmoins, le président, le procureur ou son substitut et six juges d'instruction resteront en fonction pour instruire les affaires.

Elle prononcera en dernier ressort; mais ses jugements ne pourront être exécutés qu'après avoir été soumis à l'approbation du Souverain.

Le procureur impérial et son substitut auront caractère d'accusateur public.

CHAPITRE II.
Des cours suprêmes de justice.

Une cour supérieure de justice sera établie dans chaque chef-lieu de Lieutenance.

Elle sera composée de sénateurs, choisis par le Souverain, qui y siégeront à tour de rôle, et de juges inamovibles et à vie, aussi choisis par le Souverain.

Elle connaîtra, par voie de cassation, de toutes les causes en matière civile, commerciale, correctionnelle et de police,

hors les crimes d'état autres dont la connaissance est attribuée à la haute cour nationale.

Lorsqu'une requête — прошение — en cassation sera admise, la cour entrera dans l'examen de l'affaire et statuera en dernier ressort, tant sur la cassation, que sur le fond. Si la requête est rejetée, le jugement, contre lequel on se sera pourvu, sera exécuté irrévocablement et sans recours.

CHAPITRE III.
Des tribunaux d'appel.

1°. Il y aura dans ehaque chef-lieu de gouvernement un tribunal d'appel criminel.

2°. Un tribunal d'appel civil.

Ce dernier connaîtra de l'appel des jugements rendus en première instance.

1°. Par les tribunaux civils du district.

A. En matière civile.

B. En matière correctionnelle.

C. En matière de délits forestiers commis dans les bois de la couronne.

2°. Par les juges de paix en matière de police rorrectionelle.

3°. Par les tribunaux de commerce.

CHAPITRE IV.
Des tribunaux de district.

Il y aura dans chaque district un tribunal criminel de première instance.

Lorsqu'un délit ne peut donner lieu qu'à une répression correctionnelle, si le tribunal s'en trouve saisi, il doit s'abstenir de juger et renvoyer l'affaire ou tribunal civil de première instance, auquel les matières correctionnelles sont attribuées.

Nota. Cette attribution a pour motifs: que quand un tribunal connaît en même temps des matières criminelles et correctionnelles, il en résulte beaucoup d'abus.

1°. Les prévenus sont intimidés par la crainte d'être jugés criminellement; on en profite pour mettre à contribution ceux qui ont des facultés.

2°. La procédure offre aux juges trop de moyens d'aggraver ou de diminuer les circonstances d'un délit pour ne pas craindre qu'ils ne s'en servent au gré de leurs passions ou de leurz calculs.

Tous inconvénients qui cesseront lorsqu'ils ne seront pas compétents pour juger les cas correctionnels.

Il y aura un tribunal civil de première instance par district qui statuera sur toutes les causes civiles qui ne seront pas de la compétence des juges de paix; savoir, en dernier ressort de toutes celles dont la valeur ou l'objet de la demande n'excède pas 500 roubles assignations de banque.

Il connaîtra à la charge de l'appel de toutes les autres causes civiles de sa compétence, à quelque somme que s'élève le montant de la demande.

Les tribunaux civils de district connaîtront de l'appel des jugements rendus en première instance par les juges de paix, en matière civile, et à cet égard ils statueront en dernier ressort jusqu'à la concurrence de 500 roubles inclusivement, sauf le pourvoi en cassation.

La connaissance des forfaits et contraventions de police correctionnelle, dans les villes du premier et second ordres, et arrondissements en dépendant, est attribuée aux tribunaux civils de district, qui statueront, sauf l'appel.

Les tribunaux civils de district, comme juges de police, connaîtront de l'appel des jugements rendus en matière de police simple et rurale, tant par les tribunaux de police des villes que par les juges de paix, sauf le pourvoi en cassation. Ils connaîtront aussi de l'appel des jugements, rendus en première instance par les juges de paix, en matière de délits forestiers, commis dans les bois des particuliers.

Les tribunaux civils de district connaîtront des matières commerciales lorsqu'il n'existera pas de tribunal spécial de commerce; savoir, en dernier ressort jusqu'à la concurrence de

500 roubles, et sauf l'appel, à quelque somme que s'élève l'objet de la demande. Ils connaîtront également de l'appel des jugements rendus en pareille matière par les juges de paix, et ils statueront aussi à cet égard en dernier ressort jusqu'à la concurrence de 500 roubles inclusivement.

Les tribunaux de tutelle noble et bourgoise sont supprimés, et leurs attributions réunies aux tribunaux civils de district.

CHAPITRE V.

Des juges de paix.

Il sera établi un tribunal de paix par canton, composé d'un juge, de deux assesseurs et d'un greffier.

Les attributions des juges de paix seront classées sous les divers rapports ci-après:

1°. Comme conciliateurs.

2°. Comme juges de police.

3°. Comme juges ordinaires.

4°. Comme magistrats de sûreté.

5°. Comme charges de l'exécution des jugements.

Ces attributions sont si bien établies, si claires, si évidentes, et les moyens de les exercer seront rendus si faciles, que les simples lumières du bon sens suffiront à toute personne nommée juge de paix, pour faire le bien, si d'ailleurs elle est morale et de bonne foi. C'est sourtout à l'égard de ces tribunaux qui sont le plus près des justiciables, qu'il faut prendre le plus de soins, pour en assurer la marche et l'activité.

Il en résultera les plus grands avantages: célérité de justice, extinction de toutes les petites affaires, économie de dépenses et la voie de conciliation ou d'arbitrage, qui termineront beaucoup de différends.

Les juges de paix devront être considérés même du gouvernement et récompensés par des décorations, lorsqu'ils se conduiront bien et qu'ils concilieront beaucoup d'affaires.

Titre III.

Des règles générales, communes à tous les tribunaux.

Ce titre est d'autant plus important qu'il réunit tous les principes qui peuvent éclairer les juges sur leurs devoirs et leur responsabilité.

Ces principes offrent au gouvernement la garantie de l'exécution des lois et aux justiciables celle du libre exercice de leurs droits.

Les règles sur la faculté de statuer en dernier ressort, et sur le mode d'en déterminer les cas, sont aussi fixées.

A cet égard on doit dire que l'expérience a démontré que le plus sûr moyen de diminuer la masse des procès et de dégager les tribunaux supérieurs d'une multitude de petites affaires, était de donner aux tribunaux la faculté de juger en dernier ressort.

Aussi dans le système actuel.

1⁰. Les juges de paix connaîtront en dernier ressort jusqu'à la concurrence de 100 roubles.

Et, sauf l'appel, jusqu'à la concurrence de 500 roubles seulement.

2⁰. Les tribunaux de district connaîtront en dernier ressort jusqu'à la concurrence de 500 roubles.

Et, sauf l'appel, à quelque somme que la demande puisse s'élever, etc.

Le règlement spécial qui interviendra sur l'ordre judiciaire, développera les détails.

Titre IV et dernier.

Dispositions transitoires.

Un ukase particulier déterminera l'époque où le présent règlement sera mis en activité, et pour quelles parties du territoire de l'Empire. En attendant, les ministères s'occuperont

de la réforme d'après les principes ci-dessus fixés, des réglements spéciaux actuels de chaque partie d'administration qui leur est confiée.

Les ministères soumettront les projets de règlement qu'ils auront faits dans le délai de six mois, à compter de ce jour, à un comité législatif, qui sera créé à cet effet.

Le comité vérifiera ces projets, tant sous le rapport de l'application des principes, que sous ceux logiques et d'unité.

Les ministères des relations extérieures et de la guerre sont exceptés.

La procédure civile sera réformée; la procédure criminelle sera reconstituée; elle offrira des garanties sociales propres à assurer le triomphe de l'innocence et la punition des coupables.

Croyant dans Notre conscience que le présent règlement organique répond à Nos vues paternelles, qui ont pour objet d'assurer la prospérité et le bonheur de toutes les classes de Nos sujets, ainsi que leur indépendance sociale, l'inviolabilité de leurs personnes et de leurs propriétés, et de maintenir la plénitude de leurs droits civils et politiques, Nous leur avons donné et donnons le présent règlement organique, que Nous considérons pour Nous et Nos successeurs, comme loi fondamentale et constitutionnelle de Notre Empire, Nous réservant de la compléter, et enjoignons à toutes les autorités publiques de concourrir à son exécution.

Donné en Notre palais d'Hiver à St.-Pétersbourg le... et avons signé de Notre propre main.

